

le délit

McGill DAILY le délit
DPS SPD
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,
une association étudiante de l'Université McGill

COMMU
AUTOCH

NAUTÉS
TONES

S'INTÉGRER
AU RISQUE
DE SE

PERDRE



RÉDACTION

2075 Boulevard Robert-Bourassa, bureau 500
Montréal (Québec) H3A 2L1
Téléphone : +1 514 398-6784

Rédactrice en chef

rec@delitfrancais.com
Lara Benattar

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Astrid Delva
Juliette De Lamberterie
Antoine Milette-Gagnon

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Grégoire Collet
Évangéline Durand-Allizé

Société

societe@delitfrancais.com
Katherine Marin

Philosophie

philosophie@delitfrancais.com
Simon Tardif

Coordonnateur de la production

production@delitfrancais.com
Sebastien Oudin-Filipecki

Coordonnatrices visuel

visuel@delitfrancais.com
Alexis Fiocco
Béatrice Malleret

Multimédias

multimedias@delitfrancais.com
Matias Brunet-Kirk

Coordonnateurs de la correction

correction@delitfrancais.com
Niels Ulrich
Amine Baouche

Webmestre

web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnatrice réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Julie Mollard

Événements

evenements@delitfrancais.com
Madeleine Gilbert

Contributeurs

Magdalena Morales, Rafael Miró, Iyad Kaghad,
Marguerite d'Estienne d'Orves, Juliette
Mamelonet, Lucile Jourde Moalic, Thaïs Romain,
Hugo Gentil, Peter Graham, Jérôme Delapierre,
Mahaut Engérant, Prune Engérant

Couverture

Alexis Fiocco
Béatrice Malleret

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Boris Shedov

Représentante en ventes

Letty Matteo

Photocomposition

Mathieu Ménard

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Lydia Bhattacharya

Conseil d'administration de la SPD

Lydia Bhattacharya, Léandre Barôme, Tony Feng, Boris
Shedov, Nouédyn Baspin, Julian Bonello-Stauch, Lara Benattar
Hannah Raffin

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.

Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Briser le monopole de la subjectivité

LARA BENATTAR

en collaboration avec

KATHERINE MARIN

Cette semaine, McGill célèbre son *Indigenous Awareness Week* (Semaine de sensibilisation aux cultures autochtones, en français), censée donner une voix aux personnes autochtones, et enrichir les connaissances de la population mcgilloise sur les affaires autochtones au Canada. De nombreux événements intéressants ont été organisés comme un *pow wow*, un concert de musique traditionnelle ou encore des conférences sur les problèmes juridiques et politiques des communautés autochtones et le racisme dans le système de santé et l'éducation.

Cette semaine est une étape cruciale pour pallier le manque de visibilité et de représentation des personnes issues de communautés autochtones au Québec. Les partis politiques en lice pour l'élection provinciale du 1er octobre manquent sensiblement de diversité: les Autochtones y sont très peu représenté-e-s. Québec solidaire, après avoir investi Alisha Tukkiapik, une Inuk, dans Ungava, est le seul parti à présenter un-e candidat-e autochtone. Cette situation ne surprend aucunement puisqu'un seul Autochtone a été élu au Québec depuis 1969, année où il-elle-s ont obtenu le droit de vote.

À McGill, même constat: les personnes issues de communautés autochtones sont presque invisibles. Pourtant, selon le recensement de la population de 2016 concernant les Premières Nations, les Métis et les Inuits de Statistique Canada, près de 9,5 % de la population autochtone vit au Québec, ce qui constitue aujourd'hui environ 2,2 % de la population québécoise. Aussi, les Autochtones sont notoirement plus jeunes que la majorité non autochtone et — notamment grâce à l'augmentation du nombre d'auto-identification — la population autochtone a augmenté de 42,5 % depuis 2006, ce qui représente plus de quatre fois le taux de croissance de la population non autochtone au cours de la même période. Après de nombreuses demandes, l'admin-

istration s'est engagée à prendre les 52 mesures recommandées par le rapport final du groupe de travail du vice-principal exécutif sur les études et l'éducation autochtones en juin 2017. Depuis, nous n'avons aucune information sur la mise en place concrète des mesures de ce « projet d'autochtonisation et de décolonisation », dont Kakwiranó:ron Cook est responsable.

L'idée de représentation implique que l'objet re-présenté soit déjà présent. L'une des difficultés semble être là: il s'agit de représenter un sujet qui est réduit à l'état d'objet dans l'acte-même de la représentation. Lorsque l'on pense à la représentation des Autochtones, aussi bien sur le campus que dans les partis politiques, c'est bien cette subjectivité-là qu'on leur ôte. On traite depuis des centaines d'années les Premières Nations comme un seul bien meuble, auquel on ne devrait rien, et envers qui l'ouverture est vue comme un acte de bonté et de bienveillance. Les Nations occupent le territoire depuis des millénaires, et souffrent non seulement de notre entêtement, mais surtout de nos destructions environnementales. Il est plus que temps de laisser les Premières Nations s'exprimer tout en ayant notre attention collective et notre respect, et d'encourager le repli des gouvernements face à leurs droits ancestraux.

Bien sûr, les partis politiques et les institutions doivent ouvrir leurs portes et prendre des mesures pour intégrer plus d'Autochtones. Il s'agit de leur permettre d'avoir un lieu d'où ils et elles peuvent représenter leur communauté: rendre présentes au sein des institutions québécoises les problématiques si particulières et complexes qui les touchent. Faciliter et encourager la participation des Autochtones aux élections, aussi bien du côté des électeur-ric-e-s, que des éligibles est donc essentiel pour leur rendre la subjectivité qu'on a niée au cours de l'histoire de la colonisation. Agir pour augmenter la présence d'élève-s issu-e-s de communautés autochtones à McGill et dans les autres universités participe aussi de ce mouve-

ment, puisque cela permettrait de mieux répartir au sein de la population québécoise les outils précieux que l'éducation peut offrir aux citoyen-ne-s.

Pourtant, rendre aux Autochtones leur subjectivité, c'est aussi reconnaître et accepter qu'ils et elles portent un regard critique sur les non autochtones. Flou derrière nos bonnes intentions se cache un vieux réflexe souvent inconscient: celui de se penser invisible aux yeux des personnes discriminées, d'oublier qu'elles voient et analysent ceux et celles qui les discriminent et, par-là, de nier leur subjectivité.

Lorsque l'on aimerait voir plus d'Autochtones sur les bancs de McGill et de l'Assemblée, se demande-t-on s'il-elle-s en ont envie? Reconnaissons-nous la possibilité que nos modèles ne soient pas les leurs? Il semble que se poser ces questions nuancerait l'analyse que l'on fait de la situation: agir pour que les Autochtones soient intégré-e-s doit passer par un questionnement d'abord de leur volonté d'être intégré-e-s et ensuite de nos modèles de société actuels. La manière dont l'éducation et la politique s'organisent sans les Autochtones correspond-elle à leur vision?

Il est indiqué dans l'article « Les Autochtones, les oubliés des partis politiques québécois » du Devoir, qu'« au-delà des questions démographiques et du « peu d'efforts [fournis par les] partis » en matière d'intégration, les Autochtones ne sont pas forcément enclins à participer à la politique provinciale pour des raisons idéologiques ». Intégrer les partis politiques peut être perçu comme une manière d'adhérer au modèle gouvernemental et d'accepter « l'ingérence » du gouvernement provincial sur les territoires autochtones.

Il semble que nous persistons à reproduire un modèle d'assimilation qui a été par le passé profondément contre-productif et qu'il est urgent de dépasser. Se rappeler que l'Autre nous voit est essentiel afin qu'il soit vu. ☉

Les élections à McGill

Les candidat·e·s dans Westmount-Saint-Louis débattent à l'université.

ASTRID DELVA
Éditrice Actualités

Le 19 septembre, dans le bâtiment Burnside, se réunissaient les sept candidat·e·s de la circonscription Westmount-Saint-Louis pour débattre. Les quatre partis représentés à l'Assemblée nationale (le Parti libéral du Québec, la Coalition avenir Québec, le Parti québécois et Québec solidaire) étaient présents. Notons également la présence du Parti vert du Québec, du Nouveau Parti démocratique du Québec ainsi que du Parti conservateur du Québec.

Les enjeux étudiants

Alors que la couverture dentaire des étudiant·e·s a été réduite, l'accès aux soins dentaires et généraux préoccupe. La candidate du PQ et celle du Parti libéral souhaitent décentraliser les services de santé et ouvrir plus de cliniques privées. Jennifer Maccarone du PLQ rappelle que les étudiant·e·s

peuvent se rendre à la pharmacie où un bilan médical peut être fait. Les candidat·e·s de QS, du NPDQ et du PVQ sont favorables à la création d'une assurance maladie universelle qui couvrirait les étudiant·e·s internationaux·ales. Lorsqu'un étudiant demande à la candidate libérale comment améliorer le système de santé mentale à McGill qui manque de psychologues, celle-ci répond que 21 millions de dollars ont été injectés dans le système par le gouvernement libéral dans son dernier mandat pour remplir les besoins spéciaux des étudiants, sans préciser de somme exacte.

L'éducation a également occupé les discussions. Les avis divergent sur la dérégulation des frais de scolarité pour les étudiant·e·s internationaux·ales. La candidate libérale, Jennifer Maccarone, estime que c'est une question de choix personnel et d'« équilibre », rappelant que la protection des droits de scolarité pour les québécois est assurée par un revenu de 12 millions de

dollars générés par les étudiant·e·s internationaux·ales. Il lui semble donc logique que les étudiant·e·s internationaux·ales paient plus. Michelle Morin, candidate de la Coalition avenir Québec, est contre car elle ne souhaite aucune dérégulation des frais scolaires autant pour les étudiant·e·s canadiens·es qu'internationaux·ales, tout comme la candidate de Québec solidaire (QS), Ekaterina Piskunova, dont le parti défend la gratuité universelle des frais de scolarité. De son côté, la candidate du PQ, Marion Benoît, dénonce un « incident diplomatique regrettable » entre la France et le Québec faisant référence à la hausse des frais de scolarité des étudiant·e·s français.

L'immigration achève le débat

La question du multiculturalisme et de l'immigration divise. La candidate libérale considère le PLQ comme un parti de diversité et pour elle, l'immigration est une chance de résoudre le manque de

main d'œuvre: « D'ici dix ans, 1,5 million d'emplois vont être créés et 20% seront occupés par des immigré·e·s ». Elle insiste enfin sur le bon traitement des minorités par le gouvernement. Quant à elle, la candidate du PQ estime qu'il faut accueillir les nouveaux arrivant·e·s, mais que l'apprentissage du français est impératif avant d'arriver. La candidate de la CAQ dénonce les « nombreuses critiques à l'égard du parti » à savoir les mesures migratoires, justifiant la nécessité d'apprendre le français pour s'intégrer. Du côté de QS, Ekaterina Piskunova fait référence à la candidate solidaire Eva Torres, première femme voilée à se présenter, et elle se considère comme « le produit d'une intégration réussie » admettant l'importance de parler français, mais dénonçant les discriminations systémiques. Elle souhaite mettre en place une enquête gouvernementale pour savoir quels sont les problèmes liés à l'immigration. Elle affirme que « nous mettons l'humain au cœur de nos préoccupations » en guise de

réponse aux partis qui parlent avant tout de pointage d'immigration. Par ailleurs, la loi 62 (qui interdit le port de signes religieux dans l'espace public) est aussi débattue: Jennifer Maccarone considère qu'elle favorise le vivre ensemble et non pas la discrimination, alors que le PQ considère la loi comme « beaucoup trop floue et non applicable ».

La place de la francophonie

Des voix s'élèvent dans l'assemblée et un étudiant affirme que favoriser les francophones est une forme de discrimination envers les anglophones. Michelle Morin estime qu'apprendre le français est essentiel à l'intégration tout comme la candidate du PQ. La candidate de QS est moins catégorique: elle estime que les anglophones doivent défendre leurs droits et leur voix pour se faire entendre dans le débat. Les candidat·e·s achèvent le débat par leurs promesses de campagne en attendant que les résultats soient annoncés prochainement. ☺

Le Délit et
The McGill Daily
font tirer 1 passe
étudiante chacun
pour le

Festival du nouveau
cinéma 2018!

Tentez votre
chance!

[www.delitfrancais.com/
promotions](http://www.delitfrancais.com/promotions)



Aucun achat requis.

Les règlements du concours
sont disponibles en ligne.



AGA & Appel de candidatures

Les membres de la Société des publications du Daily (SPD),
éditrice du McGill Daily et du Délit, sont cordialement
invités à son **Assemblée générale annuelle** :

Le mercredi 24 octobre @ 18 h
Lieu à confirmer

La présence des candidat(e)s au conseil
d'administration est fortement encouragée.

La SPD recueille présentement des candidatures pour son conseil d'administration.

Les candidat(e)s doivent être étudiant(e)s à McGill,
inscrit(e)s aux sessions d'automne 2018 et d'hiver 2019 et
aptes à siéger au conseil jusqu'au 31 octobre 2019. Le poste
de représentant(e) des cycles supérieurs est également
ouvert. Les membres du conseil se rencontrent au moins
une fois par mois pour discuter de la gestion des journaux et
prendre des décisions administratives importantes.

Pour déposer votre candidature, visitez :
dailypublications.org/how-to-apply/?l=fr

LE PETERSON EST MAINTENANT PRÊT À VOUS ACCUEILLIR

AU CŒUR DU QUARTIER
DES SPECTACLES

LOFT ET PENTHOUSE
TÉMOINS POUR VISITE

LOFTS AVEC PLAFONDS
DE 18 PIEDS À PARTIR DE
425 000 \$+TX
PENTHOUSES À PARTIR DE
769 000 \$+TX

DÉCOUVREZ TOUT CE QUE LE PETERSON PEUT VOUS OFFRIR.

BUREAU DES VENTES
405, RUE DE LA CONCORDE, AU 33^e ÉTAGE (LOCAL 3301)
MONTRÉAL 514 904-8855

PLACE-DES-ARTS

LE PETERSON

LePeterson.com

Décoloniser le système de santé

Le racisme structurel envers les Autochtones touche aussi la sphère médicale.

MAGDALENA MORALES
Contributrice

Dans le cadre de la Semaine de sensibilisation aux cultures autochtones, quatre panélistes ont pris part à l'événement « *Démanteler le racisme dans la santé et l'éducation* » organisé par le Programme autochtone des professions de la santé de McGill. Le but étant de trouver des solutions aux problématiques vécues par les peuples autochtones dans les institutions de la santé et de l'éducation, trois femmes issues des Premières Nations ainsi qu'un « allié » (nom donné à un individu reconnaissant son privilège en ce qui concerne une certaine injustice, mais étant déterminé à la combattre) ont pris la parole.

Manque d'accès aux soins de santé

Tania Dick, infirmière Kwakwaka'wakw, a commencé avec le manque de soins de santé apportés aux communautés autochtones habitant dans les territoires éloignés des métropoles. Basée en Colombie-Britannique, elle considère les infirmier·ère·s comme étant le pilier du système de santé, d'où l'importance de



BÉATRICE MALLERET

travailler ensemble afin de parler de la problématique du racisme. Elle raconte l'histoire de Brian Sinclair, un homme autochtone de 45 ans, décédé en 2008 à Winnipeg après avoir attendu 34 heures aux urgences sans être vu par un médecin. Les responsables supposant qu'il était ivre et simplement endormi, c'est le racisme et les stéréotypes qui ont réellement causé cette négligence professionnelle. « *Chaque communauté a au moins un Brian Sinclair* », a-t-elle conclu, ajoutant que sa propre tante est décédée dans des circonstances similaires dans un hôpital local.

Abordant ensuite le thème de l'humilité culturelle, Wanda Gabriel, travailleuse sociale Mohawk, a exprimé la nécessité de « *décoloniser nos esprits et d'accepter la réalité du racisme* », puisqu'il y a encore selon elle beaucoup de déni autour de la question. « *Nous ne pouvons pas avoir cette conversation sans inconfort et maladresse* », a-t-elle lancé à l'audience, précisant que 400 ans de génocide culturel ont dépouillé les personnes autochtones de leur identité. Ce phénomène aurait également créé une supériorité internalisée chez les descendants des colons, encore présente au-

jourd'hui, ainsi qu'une infériorité internalisée chez les Premières Nations. Dans sa pratique, Wanda Gabriel combine les théories du travail social avec les méthodes de guérison autochtones, créant un espace rassurant pour ses patients.

Introduisant finalement le terme de la « *défiance protectrice* », Suzy Goodleaf, psychologue Mohawk, a expliqué que les personnes opprimées ont souvent une réaction négative envers des institutions telles que le système de santé. L'absence aux rendez-vous, par exemple, ou le silence face aux professionnels, se convertissent en mécanismes de défense. « *Il est fondamental de reconnaître les Premières Nations comme étant un peuple différent afin de développer une approche familiale et communautaire pour mieux les servir* ». Le diabète, par exemple, touche de trois à cinq fois plus les individus vivant dans les réserves autochtones, démontrant que le contexte social dans lequel vivent les populations joue un rôle important dans leur état de santé.

Le racisme dans la médecine

C'est le Dr. Saleem Razack, médecin en soins intensifs

pédiatriques, qui a terminé la conversation en tant qu'allié. Reconnaisant son statut de personne de couleur, il a discuté de l'influence du racisme structurel alors que la médecine continue de jouer un rôle dans l'oppression des personnes autochtones. Il donne l'exemple des céréales pour nourrissons *Pablum*, expliquant que la recherche ayant amélioré leur apport en vitamines a été faite à l'Université de Toronto, à partir d'études sur des enfants autochtones affamés. Il est donc crucial selon lui que l'histoire de la recherche médicale soit correctement enseignée afin de pouvoir reconnaître le tort causé aux communautés.

Débattre pour combattre

Comme l'a conclu Wanda Gabriel dans son mot de la fin, c'est seulement au moyen d'une conversation ouverte sur le racisme que l'oppression pourra être vaincue. La formule « *ne parle pas, ne confie pas et ne ressens pas* », si familière pour les personnes opprimées, doit changer afin d'améliorer l'expérience autochtone dans les systèmes de santé et d'éducation canadiens. ☉

NATIONAL

Une province sans gouvernement

Les Progressistes-conservateurs minoritaires au Nouveau-Brunswick.

RAFAEL MIRÓ
Contributeur

Quelques jours avant les élections néo-brunswickoises, les sondages annonçaient une victoire relativement confortable du premier ministre sortant Brian Gallant, du Parti libéral, sur son adversaire Blaine Higgs, du Parti progressiste-conservateur. Le soir du vote, le chef libéral n'a pourtant pas réussi à obtenir la pluralité des sièges malgré une claire victoire du vote populaire (38%). La campagne ne s'est toutefois pas faite sans heurt pour le chef libéral: alors qu'on lui crédite 50% du vote en début de campagne, il ne remportait les faveurs que de 37% des électeurs en date du 21 septembre.

Le Parti progressiste-conservateur, pour sa part, obtenait un score de 30%. Mais peu importe le résultat final, la progression la plus remarquable de cette campagne aura certainement été celle de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick. Cette formation politique, dirigée

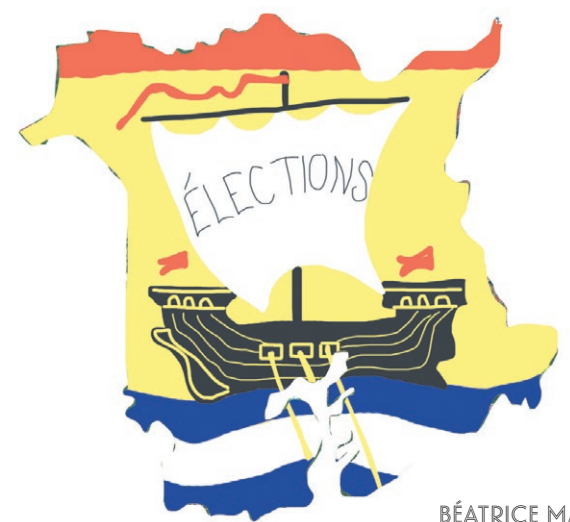
par Kris Austin, considérée comme populiste par de nombreux politologues, est connue pour ses prises de position contre le statut bilingue de la province. Durant la dernière élection, l'Alliance des gens n'avait réussi à obtenir que 2% des voix; elle a obtenu 13% des voix et la balance du pouvoir avec le Parti vert.

L'enjeu de la langue française

Si un sujet a fait les manchettes durant la campagne électorale, il s'agit de l'enjeu de la langue. Celui-ci refait régulièrement surface dans cette province, qui avec ses 32% de citoyens francophones, est la seule officiellement bilingue du Canada. Avant même le début de la campagne, le chef progressiste-conservateur Blaine Higgs a été critiqué pour avoir empêché la tenue du traditionnel débat en français, en refusant d'y participer. On lui a également reproché d'avoir, dans les années 1980, soutenu que le Nouveau-Brunswick devrait devenir une province unilingue. Les propositions controversées de Kris Austin

ont aussi suscité le mécontentement des Acadiens. Afin de faire des économies, le chef de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick a promis à ses partisans d'abolir le système de santé francophone, qui existe dans la province en parallèle avec le réseau anglophone. Il a également proposé d'abolir le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, qui surveille l'application du bilinguisme dans la province.

Enfin, en fin de campagne, le chef progressiste conservateur s'est attiré les foudres des politiciens francophones en affirmant qu'il avait l'intention de former une coalition avec l'Alliance des gens si nécessaire, pour former un gouvernement. Le vote francophone, réparti dans les régions côtières de la province, est crucial pour que le Parti Libéral remporte une victoire; il est généralement acquis pour celui-ci, tandis que les circonscriptions unilingues anglophones de l'intérieur des terres votent plus souvent pour le Parti conservateur.



BÉATRICE MALLERET

Un autre désaccord

L'environnement a aussi été un enjeu important de l'élection, en particulier à cause de la taxe sur le carbone qu'Ottawa souhaite imposer aux provinces. Le chef conservateur a fait activement campagne contre cette mesure qu'il juge économiquement non viable pour la province. Celui-ci a promis de

se joindre aux premiers ministres conservateurs de l'Ontario et de la Saskatchewan dans une poursuite intentée contre le gouvernement fédéral. Brian Gallant, ainsi que le chef du Parti vert, le député sortant David Coon, ont quant à eux fait campagne en faveur de la réduction d'émission de gaz à effet de serre et de la taxe au carbone du gouvernement fédéral. ☉

Parti libéral du Québec

Transport en commun gratuit: Le Parti libéral du Québec propose de rendre gratuit les transports en commun pour les étudiants. Pour un étudiant montréalais utilisant les transports en commun, cela représenterait une économie d'au moins six cents dollars par année. Une somme estimée à deux cents millions de dollars serait versée annuellement aux agences de transports en commun pour compenser la baisse des revenus liée au changement.

Étudiants internationaux: Plus tôt cette année, le gouvernement libéral a annoncé qu'il comptait aider les universités à se financer en déplaçant les droits de scolarité des étudiants étrangers, ce qui permettrait aux universités d'augmenter leurs revenus en réclamant davantage à ces étudiants. Des subventions seraient par ailleurs versées aux universités francophones pour qu'elles accueillent plus d'étudiants étrangers, afin d'éviter que les universités anglophones, qui attirent déjà davantage d'étudiants internationaux, bénéficient davantage de cette mesure. Cette mesure n'a pas été adoptée et a été remise à un éventuel prochain gouvernement libéral.

Meilleure accessibilité aux études: Le PLQ ne promet pas de nouvelles mesures pour favoriser l'accessibilité scolaire dans un prochain mandat. En revanche, durant son mandat, la ministre David a étendu l'aide financière aux études qui soutient maintenant 146 000 étudiants défavorisés, avec un souci particulier pour les étudiants autochtones et les étudiants parents.

Parti québécois

Gratuité scolaire: Le Parti québécois s'est engagé à instaurer la gratuité des études post-secondaires au Québec, et ce, de manière graduelle. Les étudiants provenant de milieux défavorisés et une partie de la classe moyenne pourraient en bénéficier dans un premier mandat, favorisant l'intégration d'étudiants de première génération. Au cours d'un deuxième mandat, le PQ rendrait l'université gratuite pour tous les étudiants québécois. Jean-François Lisée a justifié cette manière de procéder en affirmant qu'il ne pouvait pas offrir la gratuité scolaire complète dans un premier gouvernement sans augmenter les impôts des Québécois; le coût de la gratuité scolaire universelle a en effet été évalué à 800 millions de dollars, contre 400 millions pour la «gratuité partielle» actuellement proposée.

Loi bouclier sur le budget en éducation: Le PQ promet d'adopter une loi cadre pour empêcher que des gouvernements n'augmentent le budget du système d'éducation au-dessous des coûts de fonctionnement. Ce coût serait déterminé chaque année par le vérificateur général. Selon le parti, cette loi empêcherait les gouvernements successifs de jouer avec le budget de l'éducation à des fins électoralistes, par exemple en diminuant les dépenses en éducation en début de mandat pour économiser, puis en les augmentant à l'approche des élections.

Compensation des stages: Un gouvernement péquiste financerait les stages obligatoires effectués par les étudiants pour compléter leurs études. Actuellement, certains de ces stages, comme ceux des futurs enseignants, ne sont pas rémunérés.

Que promet-on pour les étudiants?

Afin de permettre aux lecteurs du *Délit* de faire un choix éclairé lors des élections générales québécoises qui se tiendront la semaine prochaine, voici les principales promesses des partis politiques qui touchent les étudiants universitaires.

Coalition avenir Québec

Loi-cadre sur le financement de l'éducation supérieure: La CAQ adopterait une loi cadre qui imposerait une augmentation prévisible du budget de l'éducation chaque année. Cette augmentation serait de 3,5%, afin de couvrir l'augmentation des coûts du système et de forcer un léger réinvestissement en éducation chaque année. Selon le parti, une augmentation budgétaire prévisible permettrait aux universités de mieux planifier leurs dépenses.

Collaboration université-entreprise: La CAQ veut faciliter la collaboration entre les universités et les entreprises privées afin d'augmenter le financement à la recherche et faciliter la création de nouveaux emplois.

Financement des petites universités: Le parti veut augmenter le financement des universités de petite taille ou de régions, en particulier en finançant davantage les programmes dans lesquels ces universités se démarquent.

Étudiants internationaux: La CAQ veut attirer davantage d'étudiants internationaux au Québec et les inciter à y rester, en particulier dans les régions. Pour ce faire, le parti compte organiser des «opérations séduction». Comme le PLQ, la CAQ compte aller de l'avant avec le déplaçonnement des frais de scolarité payés par les étudiants étrangers, mais veut allouer plus de subventions pour les attirer dans des institutions francophones.

Québec solidaire

Gratuité scolaire: Québec solidaire promet d'instaurer la gratuité scolaire du CPE jusqu'au doctorat. Le coût de cette mesure, qui rendrait complètement libre de frais l'éducation au secondaire et au primaire dans un premier mandat, a été estimé à 2,45 milliards de dollars par la formation politique. Au niveau universitaire, QS espère faire économiser aux étudiants environ 3100 dollars par année et ainsi leur permettre de consacrer plus d'efforts à leurs études.

Gestion participative: QS veut obliger toutes les universités à intégrer des étudiants et des membres du personnel dans leurs conseils d'administration. Ainsi, selon la formation politique, les décisions seraient prises de façon à ce que les intérêts de tous les acteurs du milieu universitaire soient pris en compte.

Subvention aux facultés particulières: Sous un gouvernement solidaire, il serait interdit aux entreprises privées de subventionner des facultés spécifiques. Québec solidaire vise par cette proposition à éviter que les étudiants des facultés menant à des professions considérées comme étant prestigieuses soient favorisés par rapport à ceux qui étudient dans des domaines moins payés.

Promesses communes

Augmentation du financement des universités: Tous les partis se sont engagés, à divers degrés, à augmenter le financement des universités.

Droit de regard sur les universités à charte:

Il existe actuellement deux catégories d'universités au Québec: celles qui ont été créées par le gouvernement, qui forment le réseau des Universités du Québec, et les anciennes universités privées qui opèrent maintenant dans le système public, comme McGill et l'Université de Montréal. Le Parti québécois et la Coalition avenir Québec proposent de soumettre les finances de ces dernières, dites universités à charte, au droit de regard du vérificateur générale, comme le sont actuellement celles des Universités du Québec.

Lutte contre le harcèlement sexuel:

Les quatre partis ont reconnu l'importance du problème du harcèlement sexuel dans les campus et se sont engagés à consacrer des sommes à la sensibilisation à la prévention des violences à caractère sexuel.

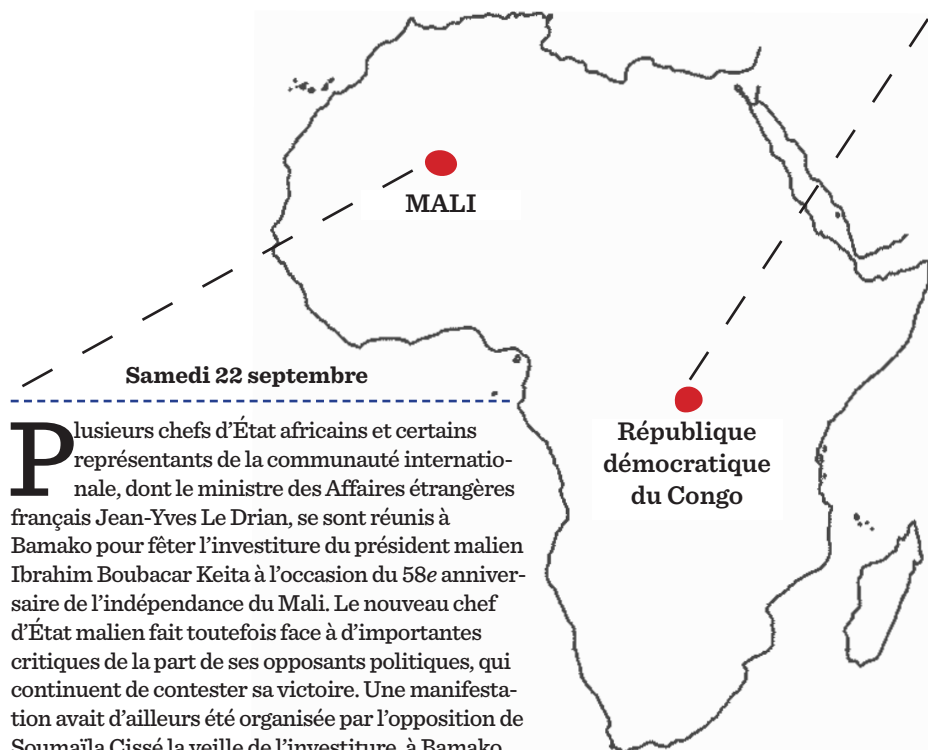
TEXTE
RAFAEL MIRO
Contributeur

INFOPGRAPHIE
ANTOINE MILETTE-GAGNON
Éditeur Actualités

TEXTE ÉCRIT PAR
MARIE SICAUD
INFOGRAPHIE RÉALISÉE
PAR
ASTRID DELVA
Le Débit

AFRIQUE FRANCOPHONE

POLYNÉSIE FRANÇAISE



Samedi 22 septembre

Plusieurs chefs d'État africains et certains représentants de la communauté internationale, dont le ministre des Affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian, se sont réunis à Bamako pour fêter l'investiture du président malien Ibrahim Boubacar Keita à l'occasion du 58^e anniversaire de l'indépendance du Mali. Le nouveau chef d'État malien fait toutefois face à d'importantes critiques de la part de ses opposants politiques, qui continuent de contester sa victoire. Une manifestation avait d'ailleurs été organisée par l'opposition de Soumaïla Cissé la veille de l'investiture, à Bamako. Dans son discours d'investiture, le président réélu a réaffirmé sa volonté de faire de «la sécurisation du territoire national du Mali», une priorité. Le nord et le centre du Mali restent aujourd'hui encore le théâtre d'affrontements. ☉

Samedi 22 septembre

Reportée à deux reprises depuis 2016, l'élection présidentielle congolaise qui devait mettre un terme au règne de Joseph Kabila devrait avoir lieu le 23 décembre 2018, en même temps que les législatives et les provinciales. La commission électorale a publié officiellement ce mercredi 19 septembre la liste des candidats à l'élection présidentielle. La liste exclut les deux poids lourds de l'opposition, Jean-Pierre Bemba, condamné pour subordination de témoins par la Cour pénale internationale, qui l'avait acquitté de sa peine pour crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, et Moïse Katumbi, alors en exil, inculpé pour «atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État». ☉



Vendredi 21 septembre

Avec 39 voix sur 57, l'Assemblée nationale de la Polynésie Française a repoussé l'âge de départ à la retraite à 62 ans (contre 60 auparavant) ce vendredi 21 septembre 2018 à Papeete. Pour prétendre à une retraite à taux plein, les Polynésiens devront désormais avoir 62 ans et avoir cotisé pendant au moins 38 ans. Cette réforme était au cœur du programme électoral du président actuel Édouard Fritch, qui en avait fait une priorité. Si l'adoption de cette réforme a suscité la colère des syndicats, l'exécutif polynésien insiste sur l'importance de cette mesure, sans laquelle les retraites n'auraient plus pu être financées d'ici un à deux ans. ☉

ANALYSE POLITIQUE

La bataille de Rosemont

Élections provinciales québécoise 2018: *Le Débit* analyse la campagne.

SIMON TARDIF
Éditeur Philosophie

ÉLECTIONS
PROVINCIALES 2018



Parmi les circonscriptions québécoises où une bataille réelle est en cours, peu sont aussi lourdes de conséquences que Rosemont. La circonscription voit s'opposer le chef du Parti québécois (PQ), Jean-François Lisée, au candidat de Québec solidaire (QS), Vincent Marissal.

Les projections du blog Qc125 prédisent actuellement une victoire de peu du Parti québécois dans la circonscription.

Dans le cas d'une victoire de Québec solidaire, beaucoup de choses bougeraient. Le Parti québécois n'étant plus aussi populaire qu'il l'a déjà été, il n'est pas certain que la défaite de son chef dans sa propre circonscription représente une bonne nouvelle. Même si Jean-François Lisée demeure à la tête du PQ, il est à prévoir que la population se montre sceptique de la force du parti en ce qui concerne sa capacité à représenter une réelle option. Davantage d'électeurs pourraient se réfugier dans d'autres partis, augmentant l'exil déjà lourd qui pèse sur le parti. La CAQ et QS en profiteraient.

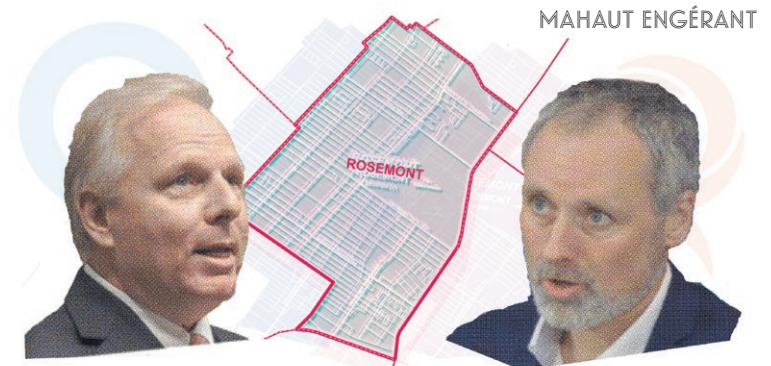
Autre élément à considérer: si QS gagne la circonscription, Vincent Marissal deviendra l'un des quelques députés solidaires à l'Assemblée nationale et cette présence n'est elle-même pas sans conséquence pour le parti. L'ancien analyste ne semble pas être autant convaincu par la plupart des positions solidaires comme peuvent l'être nombre de ses collègues aspirants députés. Nombreux sont ceux qui défendent la présence de Marissal au parti, mais la présentation de sa candidature au

printemps dernier ne s'est pas faite dans la joie pour tous les solidaires. Certains membres de QS voient dans la présence du candidat le signe d'une normalisation du parti.

L'effet des débats

La prestation bien reçue de Jean-François Lisée à deux débats n'est pas sans conséquence pour les intentions de vote dans la circonscription. Depuis le premier débat, les sondages le donnent en hausse et c'est bien ses prestations télévisées qui pourraient lui valoir la victoire et non pas sa présence sur le terrain.

Lors du premier débat organisé par Radio-Canada, au rassemblement solidaire dans Rosemont, nombreux étaient ceux à applaudir certaines déclarations de Jean-François Lisée, alors qu'il s'agissait d'un rassemblement solidaire où Vincent Marissal était présent. Un tel cas montre peut-être la volatilité d'une certaine tranche de l'électorat dans la circonscription en raison des quelques similitudes propres aux deux programmes. En effet, pour ceux qui ne liraient pas les deux pro-



grammes, les interventions radio-phoniques et télévisées peuvent parfois laisser l'illusion d'une grande ressemblance sur l'environnement, la santé et l'éducation.

Point positif pour le camp Marissal, la performance de Manon Massé aux débats n'est pas non plus passée inaperçue. Elle a bien su exploiter le type d'électorat que vise Québec solidaire en se démarquant, par sa posture et son ton, des autres chefs. Au débat de TVA, les réponses de Massé en matière d'économie à François Legault ont rassuré une partie des électeurs ne voyant habituellement pas une crédibilité économique chez Québec solidaire.

Dernier droit

Vincent Marissal l'a souvent rappelé, la circonscription de Rosemont est mal desservie par les transports en commun. Pourtant, il en faudra davantage pour convaincre les électeurs de Rosemont du bien-fondé d'un vote pour lui. Le Parti québécois fait aussi des propositions qui toucheront les habitants de Rosemont et il est à parier qu'une victoire éventuelle de Marissal reposera sur une déconstruction efficace des propositions du PQ avec l'aide des ténors de QS.

Au PQ, le parti gagnerait à laisser les manœuvres de son chef de côté. ☉

PORTRAIT DE PHILOSOPHE

Angoissant Martin Heidegger

Comprendre l'angoisse est un remède pour mieux vivre.

SIMON TARDIF
Éditeur Philosophie

L'angoisse! L'écrivain portugais Fernando Pessoa écrivit un jour: «Je suis dans un état de désarroi et d'angoisse intellectuelle que vous ne pouvez imaginer.» Pour autant que l'on connaisse un peu l'œuvre de cet auteur hétéroclite, cet état — si persistant — est immanquable. Son *Faust*, notamment, illustre avec une triste acuité les méandres de l'angoisse une fois leur nid posé chez nous. Là, se tient la «vérité», l'imposant pandémonium terrestre dont nous sommes tous les sujets fous.

Pessoa reconnaissait à la vérité la capacité de tuer. En cela, il n'est pas bien loin d'un Schopenhauer, d'un Nietzsche, d'un Kierkegaard ou encore...d'un Heidegger! Le philosophe de la Forêt-Noire n'a jamais été bien loin de ce que la poésie et la littérature ont eu à dire au sujet de la vérité et de l'angoisse. Il est, en cela, un maître de l'expérience donnée. Nous tous en connaissons l'éprouvante expérience. Pour autant que notre vie n'ait pas été que le luxe inhumain de l'oisiveté existentielle, certains peuvent faire l'expérience quotidienne de l'angoisse d'une vie à l'aube inéluctable des grands cataclysmes écologiques; d'autres, quant à eux, peuvent entrevoir si distinctivement les bassesses humaines qu'il leur devient difficile de renouveler leur croyance en une humanité bonne. La liste des expériences propres au sentiment du tragique est aussi longue et charnue que peut être l'angoisse concomitante.

L'angoisse

Chez Heidegger, l'angoisse survient au moment où, face à notre capacité à être pleinement ce que nous savons être, nous comprenons ce qui constitue notre propre idiosyncrasie et conséquemment la *résolution* qui pourrait nous amener à être ce que nous sommes. Antique retour à la formule du poète Pindare, «deviens qui tu es», connaître ce que nous sommes n'est pas suffisant pour susciter l'angoisse. Savoir que l'on peut le devenir, voilà la réelle et pleine angoisse si l'on en croit Heidegger. En trois temps, l'angoisse survient d'abord puisque nous existons, en tant que manière d'être au monde, ensuite parce que nous sommes, selon les mots du philosophe allemand, «jetés dans le monde» et, cerise sur le gâteau, car enfin nous comprenons ce que nous pouvons être. Si le cœur nous en disait, par exemple, chacun de nous pourrait entreprendre une relation amoureuse sérieuse, créer une œuvre artistique qui lui serait propre et bien plus de choses encore. En un mot, nous tous, les êtres humains, avons la possibilité de nous choisir au regard de nos projets et non pas aux dépens de notre dévalement continu dans un quotidien trop souvent impropre à nous-mêmes. C'est là, précisément, où réside l'angoisse.

L'angoisse, métaphorisée, peut être considérée comme un abysse dans lequel nous contempons une noirceur infinie. Ce qui est angoissant, alors, semble être notre incapacité à en saisir les limites. Or, ce n'est après tout pas l'horizon sans fin qui est si angoissant... Plutôt, est-ce justement au moment où nous en touchons le fond qu'apparaît, transis d'effroi, la véritable finitude qui nous accable? Avec *La mort d'Ivan Ilitch*, le livre de Tolstoï dont Heidegger reprend le mot, nous avons pour nous l'histoire d'un homme au-devant de lui-même, c'est-à-dire conscient de sa mort future, mais incapable à s'en résigner. Reprenant à notre compte l'exemple de la mort, «l'angoisse devant la mort est angoisse "devant" le pouvoir-être le plus propre,

sans relation et indépassable». S'angoisser en revient à toucher originalement la vérité, le monde comme monde, c'est-à-dire sans aucune autre formalité et mensonge que le réel impassible et froid. S'angoisser, c'est entendre avec certitude l'appel de Cthulhu dont H. P. Lovecraft faisait la fantaisie; c'est en saisissant le son véritable...au risque d'y perdre le Nord!

Survivre

Si telle était l'histoire éternelle des humains, comment pourrions-nous vivre, ou encore y consentir? L'horreur ne nous immobiliserait-elle pas? Ne serions-nous pas ruinés, renvoyés sans compassion à l'inintelligibilité bestiale qui nous seyait tant? Pourtant, la vie en société s'y oppose. Tant de gens nous entourent.



HEIDEGGER.

PRUNE ENGÉRENT

« Peu importe, finalement, l'objet de notre angoisse. La crise écologique, la mort, l'amour, l'impossible, nos désirs, notre imperfection... Tant d'objets pour une condition universelle au sujet »

Nous discutons, échangeons et correspondons. Se perdre dans l'autre, ce que Heidegger appelait le «on», dans sa dictature du commun, représente alors le moyen idéal afin d'esquiver cette certitude dont nous parlions. Nous fuyons. Nous savons pertinemment que ce que nous fuyons est vrai. Nous sommes coupables. Ce fameux «on» «procure [à l'humain] une tranquillisation pour laquelle tout va "pour le mieux" et pour qui toutes les portes restent ouvertes». Il s'agit évidemment d'une réponse inauthentique, loin de la hauteur que commande ce que nous pourrions être.

Peu importe finalement l'objet de notre angoisse. La crise écologique, la mort, l'amour, l'impossible, nos désirs, notre imperfection... Tant d'objets pour une condition universelle au sujet. Peut-être l'absurde de Camus nous éclaire-t-il en cela dans la mesure où l'angoisse provient de l'absence de réponse du monde à notre quête de sens. Heidegger nous dira d'ailleurs à un certain moment que le «monde a pour caractère l'absence complète de significativité», ce qui revient à penser l'absurde avant l'heure. Ce «silence déraisonnable du monde» est précisément ce à quoi l'angoisse fait référence, c'est-à-dire à quelque chose pour laquelle notre raison ne suffit pas. Inversement, rationaliser notre angoisse revient à lui donner un objet réduit, au demeurant des peurs. En ce sens, face à la possibilité, telle que déjà mentionnée, du choix d'entreprendre une relation amoureuse avec quelqu'un, nous pourrions être amenés à parler de notre peur de l'engagement, de notre peur de ne pas avoir vécu assez d'expériences avant ledit engagement, pour finalement donner un objet à une angoisse qui, quant à elle,

est bien plus générale: sommes-nous authentiques face à l'ampleur de nos possibilités propres? À cela, la réponse reste tout aussi généralement vague.

L'angoisse ne sait pas ce pour quoi elle s'angoisse. Dans *Être et Temps*, le souvenir de l'angoisse se reconstitue et le phénomène s'expérimente à nouveau.

Exister

Pourtant, le rôle de l'angoisse n'est pas négatif, mais convient-il plutôt de considérer l'angoisse comme quelque chose de potentiellement positif dans la mesure où elle ouvre des chemins.

Elle incarne en quelque sorte le nihilisme actif de Nietzsche qui en vient à dépasser le

nihilisme tout juste découvert. Lorsque nous naissons, nous sommes d'ores et déjà condam-

nés à mourir alors que cela n'a jamais été notre souhait. Cette vérité originale de l'existence conditionne tous nos projets dans une perspective de la finitude. L'angoisse, dans son caractère positif, ouvre de nouvelles dispositions et inspire, en quelque sorte, le tragique dont Nietzsche faisait tant l'éloge.

Pourquoi s'intéresser à l'angoisse? Pour la simple et bonne raison que l'on ne peut la dépasser sans vraiment s'y attarder. Nous ne saurions nous suffire d'un oubli éternel dans

la quotidienneté du «on». Au demeurant, si l'on savait se suffire de cet oubli pour un moment, son passage ne laisserait que des remords et ceux-ci «[sont] comme la morsure du chien sur la pierre: une bêtise». Le travail que nous permet de mettre en branle Heidegger est celui d'une inoculation contre le dévalement causé de prime abord par l'angoisse. Ayons le courage de vivre

nos angoisses, de donner pleine mesure à leur expérience. Nous ne pouvons espérer un monde juste et mesuré à l'heure où nous sommes tous en fuite de nous-mêmes. ☹

Suggestion de lecture :

- 1- *Être et Temps* (Heidegger)
- 2- *Les Chemins qui ne mènent nulle part* (Heidegger)
- 3- *Faust : tragédie subjective* (Fernando Pessoa)
- 4- *Cosmos* (Michel Onfray)

Qui a parlé de censure?

La pièce de théâtre *SLĀV* a-t-elle réellement été censurée?



IYAD KAGHAD

IYAD KAGHAD
contributeur

La pièce de théâtre réalisée par Bonifassi et mise en scène par Lepage a-t-elle réellement été censurée?

L'annulation de la pièce de théâtre *SLĀV* et la controverse qui s'en suivit firent couler beaucoup d'encre dans les journaux et alimentèrent vivement le débat public dans les derniers mois. Les opinions des uns et des autres furent entendues, Robert Lepage et Betty Bonifassi firent savoir leur désarroi, consternés par une certaine censure contraignant la liberté artistique. Cet événement de la saison estivale, aux constituants forts émotifs, a le mérite de présenter des enjeux complexes auxquels les réponses ne sont pas toujours limpides et claires. Les concepts d'appropriation culturelle, de marginalité, de liberté de création et d'appartenance s'inscrivent dans des définitions quelque peu intangibles, aux postulats en partie tributaires de notre propre conscience et dont l'idée collective est en mouvance constante. Il y a donc, dans une certaine mesure, place à la discussion et aux débats, puisque la recherche de définitions justes et valides ne peut émaner d'une condition intellec-

tuelle purement objective. Ceci étant dit, plusieurs idées furent partagées, et ont orienté le sujet autour d'un axe qui, à mon sens, n'offre pas le meilleur angle d'analyse pour un débat sain et pertinent à notre société.

Un discours de censure

L'idée générale marquant le dénouement de la polémique est celle d'une censure vindicative et malveillante de la pièce. C'est Josée Legault, dans son billet pour le *Journal de Montréal* qui en fait état : « N'ayons pas peur des mots. Cette annulation est une forme insidieuse de censure. C'est une erreur dont les séquelles n'ont pas fini de revenir nous hanter. » La rubrique opinion du *Délit* du 13 septembre dernier nous parle « [...] d'une censure nuisant à la sphère artistique québécoise. » Le mot est lâché et la résonance qui s'y rattache pèse lourdement ; la liberté artistique est bafouée et nos artistes, muselés. L'imaginaire collectif enregistre donc l'annulation de *SLĀV* comme une censure en bonne et due forme, une interdiction complète de performance. Mais je pose alors la question ; qui a censuré la pièce? Serait-on assez malhonnêtes pour pointer du doigt les quelques activistes au discours véhément comme instigateurs d'une censure sans pitié? Ils en portent pourtant le chapeau.

Robert Lepage, dans son communiqué, nous parle d'un discours d'intolérance et d'un spectacle « officiellement » muselé. Betty Bonifassi, dans son billet de la *Presse +*, nous dit qu'ils « [...] n'auraient jamais mérité autant de haine, que la liberté d'expression a été bafouée, que tout cela est grave, voire inacceptable. » L'incongruité ici est de statuer sur une censure faite par l'entremise d'artistes activistes. C'est une vision un peu maladroite du déroulement des faits. Voyons pourquoi.

Retour sur les événements

Tout commence le 26 juin dernier lors de l'avant-première de la pièce de théâtre. Une foule est rassemblée aux alentours du *Théâtre du Nouveau Monde*, mené par Lucas Charlie Rose, artiste de la communauté noire de Montréal. On connaît le discours décrié - j'y reviendrai d'ailleurs plus tard. Le Festival de Jazz de Montréal se prononce dès lors pour le maintien de la pièce et montre son soutien envers sa direction. Il indique dans un communiqué : « Avant de leur faire un procès d'intention, nous croyons fermement que nous devons assister au spectacle qu'ils nous proposent. » Le temps continue de passer, les gens discutent et ensuite intervient Mose Sumney, artiste californien qui annonce l'annulation de son spectacle le

2 juillet. Une pétition de 1500 signatures fut également destinée au Festival, explicitant les raisons du désaccord envers *le processus de création de la pièce*. Le 4 juillet suivant, le Festival de Jazz revient sur sa position et annule les représentations.

Où se trouve la censure? Je vous le demande.

Est-ce de la censure que d'avoir utilisé son droit de manifester? Une action de mobilisation venant d'un groupe s'inscrit dans un exercice de promotion d'un discours, non dans le musèlement d'un autre.

Est-ce de la censure que d'avoir envoyé une pétition? Le fait de donner son avis par l'entremise d'une pétition ne ressemble en rien à une action contraignant les actions du destinataire.

Est-ce de la censure de la part de Mose Sumney d'avoir annulé son propre spectacle? J'en doute!

La décision d'annuler *SLĀV* appartient et a toujours appartenu à l'unique direction du Festival de Jazz. La censure est un acte de violence et de mépris. La censure ne donne pas le choix. La censure est obscurantiste. Je ne vois ici qu'un Festival ayant fait un choix délibéré et en toute liberté

que celui d'annuler une pièce de théâtre. La décision prise est et a toujours été souveraine de leur part. La direction possédait toute sa latitude d'action pour décider de continuer à présenter la pièce. Elle en a cependant choisi autrement. On peut d'ailleurs se poser la question au sujet des raisons qui sous-tendent : par pure empathie et compréhension envers les communautés (sachant qu'elle soutenait Betty & Cie quelques jours avant) ou par peur de pertes financières? Ont-ils baissé les bras, manqué de courage? Ont-ils simplement choisi d'acheter la paix? Quoi qu'il en soit, jamais la situation présentée n'aura fait figure d'une quelconque forme de censure, quelle qu'elle soit. Il n'est que trop facile de crier à la victimisation et au bâillonnement lorsqu'une action va à l'encontre de ses propres idéaux.

Des créations qui font débats

L'éventail de sujets à traiter du fait de cette controverse est plutôt large. En toute sincérité, les concepts qui y trouvent leur place souffrent d'un manque de consensus dans leur signification, leur portée et les implications qu'ils ont dans notre existence. Peut-on s'approprier une culture ou bien est-elle affaire de tous? Que de questions ne pouvant trouver de réponses cartésiennes.

Ne voulant pas trop me diriger vers un problème qui ne peut être élucidé, je me tourne vers une autre question lancée par Amadou Sadjo Barry dans son billet du *Devoir* « Art et équité raciale ». Il y émet l'interrogation suivante : « Car, tout d'abord, si c'est la race de Lepage et de Bonifassi qui est mise en cause par les contestataires et les critiques de son spectacle, ne faudrait-il pas alors se demander si l'appartenance à une race ne donne droit qu'aux productions culturelles issues de celle-ci ? »

Je répondrai à cette question par un non évident. Poser la question, c'est y répondre. Il n'a d'ailleurs jamais été question de refuser la création d'une œuvre inspirée d'une culture qui n'est pas la nôtre, mais plutôt question du processus établi pour la créer, et là se présente une distinction notable.

C'est qu'il existe aussi, de la part des communautés ne possédant pas les moyens ni la notoriété pour véritablement traiter de leur propre Histoire, une vague sensation désagréable de se faire voler les potentialités créatrices émanant de cette dernière. À mon sens, il y a une certaine cohérence à y éprouver une amertume, du ressentiment et même de la colère. Et c'est d'ailleurs ce que les cosignataires de la lettre ouverte destinée à Mme Mnouchkine, au sujet de la pièce *Kanata*, soutiennent en indiquant : « Alors, peut-être sommes-nous saturés d'entendre les autres raconter notre histoire. »

Le problème qui concerne les réalisateurs de telles œuvres est

l'inadéquation entre la promotion de leurs idées humanistes à saveur mondialistes, de bonnes intentions et d'empathie, et cette impression de la part d'un public spécifique, malheureusement récurrente, de la promotion d'une vertu facile en exploitant la souffrance des autres, en omettant d'intégrer les principaux concernés par ces mêmes souffrances.

«Or, ce désir de vouloir universaliser les souffrances de l'esclavage dilue la singularité de chacune des complexités historiques se rattachant à chacune des périodes»

À cet égard, il y a eu une œuvre artistique d'une grande qualité, qui d'ailleurs n'a pas été mentionnée dans les nombreux débats, qui fait justement écho à ce travail de respect de l'autre et d'un excellent processus de création. L'œuvre cinématographique de François Gérard *Hochelaga : terres des âmes* est un excellent exemple d'une œuvre artistique, exécuté par un homme blanc et auquel je ne trouve rien à redire. Le film, faisant figure de fresque historique de la ville de Montréal, recense une pléthore de références au sujet

des Autochtones. La présence et la richesse des pluralités autochtones du film rendent hommage à la complexité des cultures des nombreux peuples présents à l'époque et encore aujourd'hui. Mais voilà : il y a eu le souci du travail bien fait. Les communautés furent intégrées au processus de création, l'acteur principal du film se trouve être Samian et on y retrouve la vraie rigueur d'une recherche artistique, mais également historique. Car oui, comme il en est mentionné dans le texte d'Amadou Sadjo Barry, il s'agit de « s'interroger sur le rapport entre la production artistique et la fidélité à l'histoire. » La pièce *SLĀV*, qui n'aura pas su correctement amener les idéaux qu'elle prétend défendre, n'aura fait qu'induire parmi les ressortissants concernés par son thème d'approche un sentiment d'usurpation de leur propre histoire pour en faire un crédit artistique auquel ils sont totalement exclus. Et c'est dans cette perspective que leur désaccord est juste et justifié.

Le sens de l'Histoire

Venons-en désormais au but recherché par la création de *SLĀV*. L'approche retenue et revendiquée par les créateurs se veut être un hommage aux victimes plurielles de l'esclavage. On comprend donc ici la référence au terme « *slave* », se rapportant donc à une vision globale et générale de la souffrance humaine. Josée Legault nous parle « d'une représentation qui se veut de portée universelle et non pas "racisée", Betty Bonifassi nous explique pourquoi sa distribution présente des personnes autres que

noires: « L'histoire du spectacle ne raconte pas que l'esclavagisme du peuple africain déporté aux Amériques, mais aussi, l'esclavagisme subi par les Slaves des Balkans, celui des Irlandais, celui des Asiatiques d'aujourd'hui. »

Le spectacle a donc une portée universaliste visant une représentation agrégée des souffrances vécues par les esclaves. Au premier abord, on peut y trouver un travail louable qui cherche à rapprocher les cultures et les communautés dans une sensibilité humaine connue de tous ; la souffrance. Il y a ici, sans nul doute, la promotion d'un discours voulant diminuer les frontières entre nous par l'entremise d'argumentaires se rapportant à des discours tels que « nous sommes tous intrinsèquement liés par une même Histoire, nos couleurs et nos différences humaines n'importent plus, soyons une seule et grande famille. » C'est d'ailleurs le festival de Jazz qui soutenait être « synonyme de village global où il n'y avait ni race, ni sexe, ni religion, et où tous les êtres humains étaient égaux. » Comment refuser cette vision si vertueuse du vivre ensemble!

Cependant, il y a ici un réel problème, quand bien même l'idée derrière reste respectable. À mon sens, l'artiste réutilisant des contextes et des périodes historiques pour l'exercice de son art a une responsabilité dans le traitement qu'il en fait. Il ne suffit d'invoquer la liberté artistique pour traiter en toute liberté d'une période précise de l'humanité. Car c'est bien ce que la sociohistoire s'évertue à faire; étudier et rigoureusement

documenter le passé pour y comprendre son impact sur le présent. Or, ce désir de vouloir universaliser les souffrances de l'esclavage dilue la singularité de chacune des complexités historiques se rattachant à chacune des périodes.

Qui plus est, l'utilisation de la traite négrière (car c'est bien de cela dont il est question dans la pièce) comme présentoir d'un esclavage homogène au travers des époques brouille les pistes sur son étude généalogique et interdit toute corrélation qu'il y a à faire avec les problématiques socio-économiques du présent chez les communautés noires. Comment comprendre le présent dans sa complexité si son passé est réduit à sa plus simple expression ? L'unicité de la traite négrière dans son déroulement est trop délicate pour y juxtaposer un discours universalisant les souffrances humaines.

Un débat rendu possible

L'annulation de *SLĀV* a permis de délier les langues. Était-elle nécessaire ? On peut en discuter. C'était cependant une annulation bienvenue dans les circonstances, car certaines voix n'auraient pas eu autant de résonance si elle n'avait pas eu lieu.

Note à la direction de la pièce : si vous avez ce désir tellement fort de rapprocher les communautés en rendant hommage à leurs histoires, financez-les et donnez-leur la possibilité de faire le travail eux-mêmes. Il existe tant de groupes de talents ne demandant qu'à se faire connaître. ☉

Réponse au billet «Appropriation culturelle et censure pour *SLĀV*» dans l'édition du 11 septembre dernier.



HYAD KAGHAD

Cri d'alarme ancestral

Discussion avec Mélissa Mollen Dupuis de *Wapikoni Mobile*.

Depuis 2012, elle et Widia Larivière font valoir les droits sur les territoires ancestraux des nations autochtones. En 2017, elle gagne le prix Ambassadeur de la Conscience

dien, mais qui est maintenant présent un peu partout dans le monde. C'est un mouvement citoyen. Parfois les gens nous demandent «pourquoi vous n'avez pas organisé une assem-

rendu compte c'est à quel point on est diversifiés; ce n'était pas juste les Autochtones, qui est un peu le terme panier qui était utilisé avant, mais ça a aidé à développer une distinction entre

Idle No More. Puis après ça, ça a été de travailler sur les mobilisations à travers la province dans plusieurs communautés ou même dans les grandes villes. [...] Depuis 2006, je me mobilise en

les femmes ont entreprises. Donc, ça été de montrer ensemble l'importance de la situation des Premières Nations, malgré le fait qu'on n'est pas toujours tous d'accord sur tous les enjeux.

PRUNE ENGÉRANT

« [...] quand on parle de «nos territoires» au Canada, et bien là on va avoir des lignes, des frontières qui ont été dessinées de façon très imaginaire mais qui ont la solidité du béton »

Je veux dire, quand on arrive au niveau de l'environnement ou du développement économique, là on rentre dans d'autres sujets, et même à travers nos propres nations, on ne fera pas toujours l'unité. Mais, *Idle No More*, à la base, c'est parti de quatre femmes (de l'Ouest), qui ont créé le premier *teach-in* [séminaire public, ndr] qui s'appelait *Idle No More*, sur les lois omnibus — pour la protection de l'eau — et comme dans nos traditions les femmes sont souvent responsables de l'eau, responsables de la famille, comme les femmes aussi ont un rôle lié au fait qu'à travers nous coule une rivière millénaire de mère en fille, cette eau-là devient notre responsabilité comme les hommes ont la responsabilité de la terre et des animaux. Ce n'est pas comme un rôle oppressif du genre «va dans ta cuisine pis fais-moi un sandwich», c'est vraiment des rôles pour se partager les responsabilités qui existaient sur le territoire. Puis c'est pas des rôles liés uniquement au sexe, il y en a une multitude.

Dans les protections de l'eau qui avaient été enlevées par le gouvernement Harper se cachait à travers le développement des *pipelines* à travers le Canada, le développement des sables bitumineux. On s'est rendu compte aussi de l'ampleur que ça avait et ça touchait, d'un océan à l'autre, toutes les communautés qui se sont mobilisées. Et même, après ça, on descend jusqu'aux États-Unis parce que, encore une fois, on revenait avec des savoirs traditionnels, comme



d'Amnistie internationale, et elle travaille aujourd'hui main dans la main avec Radio-Canada pour monter des capsules répondant à des questions du public sur les Premières Nations. Mélissa Mollen Dupuis se bat pour les droits des nations et des femmes autochtones depuis des années. Voici donc l'avis de la professeure sur divers sujets d'actualité.

Le Délit (LD): *Toi et Widia Larivière êtes les porte-paroles du mouvement Idle No More depuis 2012. Qu'est-ce qu'Idle No More et quelle est son importance au Québec?*

Mélissa MollenDupuis (MMD): C'est un mouvement pancana-

blée générale, mais non, le but c'est que ça reste un mouvement citoyen. Puis ça donne au mouvement une liberté incroyable de mobilisation, mais surtout ça permet ce que nous on espérait: c'est d'ouvrir la parole à tout le monde. [...] Mais avec les grands médias, c'était extrêmement difficile non seulement de les avoir présents, mais d'avoir un angle non biaisé, et donc *Idle No More* c'était une manière en même temps de se mobiliser à travers le Canada de façon simultanée, entre Premières Nations, Inuits et Métis tous ensemble. [...] Mais par contre, ce dont le monde ne s'est pas

les nations qui n'existaient pas il y a quelques années; les gens parlaient des Premières Nations et déjà c'était fantastique, pareil quand on parlait d'«Autochtones», ça changeait un peu des «Indiens» d'il y a quelques années! [...] Et puis on a commencé [à travailler avec *Idle No More*, ndr] en traduisant les appels à l'action, traduire les nouvelles de ce qui se passait dans le Canada anglais, puis vraiment rendre ça accessible au niveau de la langue parce que, qu'on le veuille ou non, on n'a pas tous été colonisés par les mêmes colonisateurs. Ce n'est pas notre choix, la langue. [...] Et donc ça a commencé par-là,

tant que femme pour la cause des femmes assassinées et disparues, et quand on avait réussi à avoir 100-200 personnes à la marche, c'était un succès incroyable, mais ça demandait toute l'énergie du monde. De se créer un réseau, justement, de personnes qui voulaient avoir la justice sociale pour les Premières Nations, peu importe quel était notre *background* — parce que c'est sûr qu'on était ce qu'on appelait la société civile — mais on a aussi des politiciens du milieu des Premières Nations qui se sont mobilisés avec nous. Je pense à Justin Picard, je pense à mon chef dans mon village qui a été présent pour les actions que

le fait qu'on vit sur le dos d'une grande tortue, ce qui est l'un des savoirs qu'on partage. C'est sûr que ce n'est pas une vraie tortue, mais une tortue symbolique: quand on la regarde sur la carte d'Amérique du Nord on la voit très clairement, où le Québec c'est la patte droite, l'Alaska c'est la patte gauche, la Floride c'est la patte arrière droite, le bas de la Californie et le Nouveau-Mexique celle de gauche, puis la queue c'est le Mexique, la carapace c'est l'unification du Nord — du Mexique, des États-Unis et du Canada. Cette tortue est [un symbole], parce qu'on dit que c'est un être qui nous porte sur son dos, on ne la voit pas comme un objet qui peut être divisé par des frontières, mais bien comme un être vivant sur lequel on est porté et dont on dépend. Donc quand on parlait de «nos» territoires, ça faisait souvent une difficulté par rapport à l'échange qu'on avait, parce que quand on parle de «nos territoires», c'est comme si je disais «ma mère»:

pour les droits ancestraux, et même aussi pour la reconnaissance des droits plus reconnus de façon nord-américaine, ça veut dire des droits constitutionnels et tout ça — qui n'est pas notre constitution en tant que telle parce qu'on ne l'a pas écrite, mais on doit travailler avec les outils qui sont en place — et après ça, ce mouvement-là s'est ouvert à d'autres femmes qui ont commencé à faire des *teach-in*.

Nous, on a commencé à en faire ici au Québec, à Montréal, pour parler des droits autochtones, [par exemple] dire qu'il y a onze nations au Québec, quelle est la distinction entre les onze nations. Ça a vraiment commencé [dans l'intention] d'enseigner, de transmettre des connaissances. La distinction qu'il y a beaucoup eu entre le Québec et le reste du Canada, c'est qu'on a eu la crise d'Oka en 1990 et je pense que déjà là c'était un *wake-up call* [signal d'alarme, *ndlr*], mais vingt ans

CHARLOTTE GRAND



ma mère ne m'appartient pas, mais moi j'appartiens à ma mère. C'est la relation plus [axée sur] l'échange, alors que quand on parle de «nos territoires» au Canada, et bien là on va avoir des lignes, des frontières qui ont été dessinées de façon très imaginaire mais qui ont la solidité du béton, alors que nos savoirs sont parfois diminués, rapetissés, mais on le sait que l'air qu'on respire présentement, c'est le même air qu'on va respirer sur la Côte-Nord. Ce sont les mêmes oiseaux qui traversent [le ciel]. Tout ça, c'est venu comme un bulldozer de savoirs, d'échanges et de choses qui ont été ignorés [...]. Et même que, encore aujourd'hui, on conteste en cour, je veux dire on est en voie de réconciliation avec le gouvernement du Canada, mais on est quand même dans les cours suprêmes à essayer de défendre des droits comme empêcher des passages de *pipelines* dans les territoires des Premières Nations.

Donc c'est extrêmement large et c'est ce qu'*Idle No More* essaie de garder. Le monde essayait un peu de chercher les angles, d'où ça venait, mais à partir de ce premier *teach-in* est venu vraiment la base du mouvement. Nous sommes un mouvement pour la planète [...], pour les savoirs traditionnels,

plus tard, on est encore là, on est encore en train de chialer, mais maintenant on le fait à un niveau national. Donc je pense que l'ouverture des médias a été plus grande et plus rapide. On a eu la couverture du *Devoir* très tôt, et nous autres on s'attendait pas à ce que...je veux dire, on s'attendait à se faire recevoir avec une brique et un fanal, parce que c'était juste après la crise étudiante. On s'est dit: «oh, s'ils tapent sur leurs propres enfants, qu'est-ce qu'ils vont faire à une *gang* de femmes autochtones?» On s'attendait vraiment à 1990 version 2, la suite.

Mais on a été quand même assez surprises de l'accueil, et surtout je pense que ce qui a été vraiment une force qu'on n'avait pas estimée au Québec, c'est justement avant les étudiants qui s'étaient mobilisés et avant qu'*Occupy* ait lieu, ce sont tous les noms d'Autochtones qui eux-mêmes ont vécu une injustice énorme dans leur propre territoire, leur propre pays, par, en plus, leur propre gouvernement, ceux qui doivent s'occuper d'eux. Parce qu'on a un lit et que les enfants, on en prend soin en communauté. Et quand nous, on est arrivés, on a eu un support incroyable de la part des étudiants, de ceux qui s'étaient mobilisés justement, qui avaient

vécu toutes ces injustices-là. [...] Et puis il faut comprendre qu'il y a des communautés qui en souffrent depuis plus longtemps que nous. Donc ça, je dois avouer que c'était quand même quelque chose de surprenant. On s'attendait à la crise d'Oka, parce que ça n'a pas été facile: j'avais 12 ans et je m'érappelle comment c'était raciste après, comment on était tous des *sauvages* et des *Mohawks*, des bloqueurs de ponts, et il y avait vraiment eu une haine généralisée des Premières Nations après ça. Mais ça a servi de point de départ, je pense, pour un réveil collectif, par rapport à l'identité autochtone. Il y a beaucoup de gens qui croyaient à la séparation du Québec, [qui se sont réveillés] après [le référendum] parce qu'ils n'avaient pas consulté les Premières Nations qui elles-mêmes veulent se séparer. Je pense qu'il y a eu des événements dans les années 90 qui ont fait germer la mobilisation de jeunes femmes autochtones comme moi, Widia, Natasha Kanapé-Fontaine et plein d'autres. Mais ça a aussi planté des graines dans la tête des Québécois; on ne peut plus faire semblant que tout était beau et gentil.

LD: Depuis les dernières années, il y a un désir encore plus fort qu'avant de se faire entendre chez les Premières Nations. Il y a eu l'apparition de plateformes comme Wapikoni Mobile.

*MMD: La Wapi, s'il y a une plateforme qui m'a fait embarquer [c'est celle-là.] [...] Le vidéo, l'audio, la musique, forment justement la suite naturelle de nos savoirs traditionnels qui étaient dans l'oralité. [...] Le vidéo, c'est ce que les Premières Nations ont repris naturellement, c'est comment on raconte, comment on vit nos histoires en étant avec une autre personne. Et cet échange-là se voit vraiment quand je vois des gens venir voir des films de la Wapikoni Mobile, et vivre l'expérience. [...] Non seulement on est rendu au-dessus de mille films, mais pour moi c'était la suite naturelle d'*Idle No More*. [...] Les sujets [abordés par *Idle No More*] ce sont des sujets qui portent à la caméra, mais ce ne serait pas possible s'il n'y avait pas eu ce support de la Wapikoni, des cinéastes professionnels qui vont dans les communautés, qui apprennent aux jeunes à faire des vidéos et qui trempent eux-mêmes dans la culture et qui doivent en apprendre autant qu'ils en enseignent. Alors ça, pour moi, c'est un modèle de réussite: on a, je pense, au-dessus de 163 prix nationaux et internationaux, on fait des escales partout, il nous manque juste les États-Unis, [...], mais on a [été aux quatre coins du monde] et maintenant, dans chaque province du Canada. Et cette formule-là a fait ses preuves dans les communautés, beaucoup plus que les écoles forcées. [...] Ça a montré aux jeunes que leurs voix peuvent être entendues, et ça montrait aussi des *leaders*.*



[...] Et [la plate-forme] permet de mettre en valeur des gens qui ont des savoirs traditionnels et ensuite de les rendre accessibles; les films sont tous disponibles en ligne. Moi je pense qu'un peu plus puis on va tenir les paupières du monde si on veut enseigner, je pense qu'on fait nos preuves par rapport à notre bonne volonté. Après, la bonne volonté de l'autre côté c'est d'écouter [...].

LD: Il y a toute cette question de l'éducation, et au Québec il semble y avoir un problème dans ce système par rapport à ce qu'on nous enseigne sur les nations autochtones.

MMD: On se fait souvent enseigner comme étant dans le passé, et je me suis déjà questionnée à savoir où on était avant Jacques Cartier parce qu'on était pas dans les livres, et j'ai dû faire ma propre recherche à 16 ans. Je crois beaucoup au cours d'histoire parce que j'ai été obligée de me faire le mien en grandissant pour savoir d'où je venais [...] parce que c'étaient des connaissances auxquelles on avait absolument pas accès dans nos livres d'histoire. [...]

LD: Par rapport à l'éducation, pensez-vous qu'il y aurait quelque chose qu'on pourrait ajouter?

MMD: Au Québec il y un grand manque parce qu'on sous-estime le besoin d'éducation de l'histoire. Non seulement ça, mais moi aussi j'ai marché avec les casseroles et avec les jeunes parce que je me disais que la gratuité scolaire, ça permet peut-être d'avoir des programmes plus intéressants et il faut mettre de l'argent dans l'éducation; pré-également les écoles tombent en ruine. Alors quand on parle de réconciliation et de remettre les Autochtones dans les livres d'histoire, il y beaucoup d'autres choses qui sont aussi nécessaires et urgentes: il y a un sous-financement et un sous-intérêt [...]. Il faut aussi permettre à des personnes qui sont bonnes pour aller dans les écoles et présenter la culture [autochtone] de le faire. Et il y a des échanges entre communautés dans les écoles pour voir pas seulement les réalités de l'autre, mais de voir la différence et le bouleversement, le choc culturel qui est vécu [...].



BÉATRICE MALLERET

Nomad'Stones en concert

Aux Jardins Gamelin, le groupe échauffe les cœurs et rassemble les esprits.

MARGUERITE D'ESTIENNE D'ORVES
Conditrice

Le 20 septembre, les Nomad'Stones donnaient leur dernier concert de l'été. Après une année chargée

et des représentations entre la France et le Canada, c'est aux Jardins Gamelin de Montréal que ce groupe franco-québéco-algérien nous a donné rendez-vous pour un concert dansant, fédérateur et chaleureux.

Une énergie solaire

Malgré la brise fraîche du soir, la température monte sur la terrasse des Jardins Gamelin ce jeudi 20 septembre. Chakib, musicien d'origine algérienne et chanteur-leader du groupe, nous emmène avec lui pour un voyage au croisement des routes entre l'Orient et l'Occident. Par-dessus une batterie énergique et une basse profonde s'entrecroisent les sons virevoltants du violon et du saxophone, tandis que la voix du chanteur, légèrement rocailleuse mais juste et puissante, harmonise l'ensemble. À l'image de leur premier album, chaque morceau semble être un *patchwork* d'influences: on entend tantôt du jazz manouche, tantôt du reggae, mais aussi du rock et puis surtout cette sonorité si particulière inspirée des musiques traditionnelles algériennes. L'ensemble est efficace: on ne peut s'empêcher de bouger la tête et de taper du pied, même

quand les mélodies sont plus sombres. C'est d'ailleurs cette recette qui a permis au groupe de se faire une place non négligeable sur la scène montréalaise. Ce soir, le public est conquis et n'hésite pas à chanter avec le groupe, voire à venir danser devant la scène.

Un message de solidarité

Derrière les percussions rythmées et les mélodies envoûtantes, les morceaux des Nomad'Stones délivrent aussi un puissant message social, avec des textes empreints de tolérance et de solidarité. Dès le premier morceau, « Khawetna » (qui signifie « nos frères »), le groupe annonce la couleur. Cette chanson, dont les paroles sont en français et en arabe, évoque la nostalgie du pays d'origine, le sentiment d'exil d'un immigré. On ne comprend pas toujours la langue, mais l'émotion est palpable. Plus tard, le groupe interprète son morceau « Sans

Rancune », une véritable ode à la fraternité. Plusieurs tubes sont également repris, tous plus ou moins refaçonnés à la sauce Nomad'Stones: « Alger » de Jean Leloup, « Clandestino » de Manu Chao ou « Ya rayah » de Rachid Taha. Là encore, on perçoit une multitude d'influences, et le désir de les rassembler en une seule et même identité: la leur. En somme, la musique comme les paroles évoquent l'ouverture aux autres et la tolérance. Ce message transparaît aussi dans la façon dont Chakib s'adresse au public: avec humour et bienveillance. Forcément, on ressort de ce concert avec un sourire jusqu'aux oreilles et l'envie de prendre son voisin de bus dans ses bras. Ainsi, en ce soir de septembre, dans le vent montréalais, on a l'impression d'entendre l'écho de cette phrase, que les Nomad'Stones tiennent pour devise: « *Everywhere is home, everyone is family.* » ☺



PETER GRAHAM

Eve 2050 : Retour vers le futur ?

Une performance chorégraphique qui ébauche l'humain de demain... ou le fantôme d'hier.

EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ
Éditrice Culture

Eve 2050, c'est le nom du projet chorégraphique immersif dirigé par la chorégraphe Isabelle Van Grimde, et présenté à l'Agora de la Danse du 20 au 22 septembre. Pendant trente minutes, dans une salle baignée dans l'esthétique de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies, sept danseuses et danseurs proposent une performance explorant une vision de l'humain de demain, un hybride entre les genres, les âges et les technologies. Retour sur ce petit voyage dans le futur.

Un univers immersif

Lorsqu'on entre dans la salle, on plonge immédiatement dans un univers technologique, futuriste et inorganique. Les danseur-se-s sont immobiles et dispersé-e-s au milieu du public. Lentement, sur une intrigante bande sonore synthétisée, ils et elles s'animent. Mouvements saccadés et évolutifs, magnifiés par les effets de lumières: on ne peut qu'admirer la fluidité des corps, des mouvements, la puissance

de la chorégraphie (qui n'est pas sans rappeler l'étrange ballet des acteur-ric-e-s de la série *The OA - Original Angel*). Le projet, décrit sur le site de l'Agora comme une « quête chorégraphique, scientifique et philosophique portant sur le corps humain », amène avec souplesse une « dé-génrisation » du corps. On ne voit plus des hommes et des femmes, mais un seul corps démultiplié, qui se contorsionne, s'éclate et se rassemble.

Si loin, si proches

Dans cette installation numérique interactive, entre projections vidéos, capteurs de mouvements, effets lumières et autres ingéniosités techniques, nous [le public] participons malgré nous à l'élaboration de cet étrange univers. Des logiciels captent, transforment et rediffusent nos gestes, intégrant nos corps à la performance. L'absence de différenciation de l'espace de performance crée un effet de proximité ambigu avec les danseuses et danseurs. Ils et elles sont devant nous, autour de nous, si proches que nous pourrions les toucher. Pourtant, le regard vide,

les gestes précis et dénaturés, ils et elles paraissent vertigineusement loin. Une barrière invisible et hypnotique s'érige entre leur univers, inaccessible, et le nôtre.

La performance s'étire et se complexifie, jusqu'à la retraite des danseur-se-s, après laquelle nous sommes libres de déambuler dans l'installation nébuleuse.

C'est ça le futur?

Malgré la qualité de la performance, on ressort difficilement convaincu-e de notre rencontre avec cet « humain de demain ». Car la vision qui en est donnée et la mise en scène futuriste s'approchent plus d'un film de science-fiction démodé que d'une création véritablement innovante. Les costumes portent les marques d'un rétro-futurisme des années 1990 et les logiciels et projections mis en scène, quoique participant à l'immersion du public, ne semblent pas nécessaire à la performance. Par ailleurs, la fascination devant un univers ultra-technologique peut sembler à certain-e-s relativement dépassée.

L'intelligence artificielle, la robotisation, la déshumanisation des corps... Si ces menaces sont réelles, leur représentation est omniprésente et lassante. L'image d'une telle société, où l'organique

et l'humain disparaissent sous le poids de l'artificialisation et de la perte des espaces naturels, relève plus du cauchemar que de l'extase artistique. Est-ce vraiment elle, la « Eve » de 2050? ☺



JÉRÔME DELAPIERRE

Que faire de *RuPaul's Drag Race* ?

Après dix ans de diffusion, faisons le point sur l'aventure télévisée.

GRÉGOIRE COLLET
Éditeur Culture

L'émission de télé-réalité *RuPaul's Drag Race* a achevé en juin sa dixième saison, battant encore une fois ses records d'audience et récoltant il y a quelques jours une poignée d'Emmy Awards. Le phénomène s'étend en dehors des communautés queers jusqu'à en devenir *mainstream*. Que retenir de cette ascension remarquable?

Started from the bottom

C'est en 2009 que *Drag Race* apparaît sur Logo TV, petite chaîne américaine consacrée à un public queer. Le projet commence comme une parodie des émissions de télé-réalité: RuPaul a épluché le plus croustillant de la télévision américaine, avec pour principales inspirations *America's Next Top Model* et *Project Runway*, pour mettre en compétition des *drag queens*. Les premières heures du *show* ne paient pas de mine: une saison courte de neuf épisodes, un budget visiblement limité et un décor qui menace de s'écrouler lorsque le *runway* est foulé.

L'année suivante, l'émission revient pour une seconde saison: la magie a opéré, le charisme de RuPaul et les à-coups de culture queer ont séduit le public visé. Depuis, une augmentation du nombre d'épisodes, la création d'une franchise avec d'autres contenus satellites et des concurrentes avec des millions de fans sur les réseaux sociaux. La recette évolue peu, les messages sont sensiblement les mêmes: c'est la qualité de la performance des *drag queens* qui porte l'émission.

Ce succès, nouveau par sa portée et son contenu, montre une plus grande ouverture à la culture queer — plus précisément au drag en tant que forme d'art — dans l'espace *mainstream*. Si la popularité de l'émission en fait une référence en matière de contenu queer, elle n'est toutefois pas sans limites, plus précisément quand on se penche sur le tant adulé RuPaul Charles.

Habemus RuPaul?

La présence de RuPaul à la tête de l'émission n'est pas anodine. Son parcours, connu de beaucoup, est marqué par l'idéologie américaine de l'entre-

QU'EST-CE QUE LE DRAG?

Définir le drag est un exercice périlleux, l'imaginaire collectif désigne le drag comme un acte de travestissement momentané d'un homme cisgenre homosexuel, qui exagère les codes du genre féminin en se vêtissant et en clownant ce genre. Cependant, l'art du drag s'étend aux hommes et femmes trans, aux personnes non-binaires, aux femmes cisgenres et à n'importe qui ayant envie, le temps d'un instant ou pour de plus longues durées, d'incarner un personnage et de brouiller les frontières du genre. Le drag prend le plus souvent la forme d'une performance ayant pour but de divertir et est souvent utilisé pour faire passer un message politique.



BÉATRICE MALLERET

preneuriat. Hissé en porte-parole des *drag queens* par *Drag Race*, RuPaul n'est parti de rien. D'un milieu défavorisé, il se fraye un chemin dans la jungle nocturne de New-York, sort un album dans les années 1990, devient un visage de la lutte contre le SIDA, obtient son propre talk show et devient la référence queer de son époque.

Bref, RuPaul est un-e *self-made wo-man*. Au-delà de la célébration de l'amour, le message du programme est ancré dans son contexte américain et capitaliste, et est répété par RuPaul dans ces termes: toujours plus travailler, toujours plus se donner, obtenir un certain capital financier et créer son empire, tel qu'il l'a fait. La compétition perd au fil des saisons son côté humain et c'est en partie dû à l'opportunisme de son animateur: l'accumulation de produits et de saisons dérivés, et des moments chocs diffusés hebdomadairement entretiennent cet

empire, et donc l'admiration pour la *queen* devenue intouchable.

Avec ce portrait élogieux qu'on nous assène, que tirer des craquelures de ce personnage? Accusé à plusieurs reprises de ne pas prendre la question transgenre au sérieux, RuPaul justifie ses écarts en disant faire un doigt

d'honneur à la notion de genre. Cependant, utiliser un vocabulaire haineux envers les trans (le *t-word*), vouloir interdire la compétition aux femmes trans car celles-ci auraient un avantage, c'est fermer des portes et renforcer une stigmatisation envers des personnes dont RuPaul ne connaît pas la réalité. Les *queens* dont on connaît l'identité transgenre ne se sont dévoilées que pendant le tournage, où quelques minutes de diffusion sont dédiées à une conversation entre les concurrentes sur la

question trans et le rapport avec le drag. Souvent positives et bienveillantes, ces conversations ne s'étendent pourtant pas en dehors de ce cadre donné par la production. L'émission n'est toujours pas capable de représenter toutes les personnes des communautés queers avec sensibilité.

Encore du chemin

La question du racisme est souvent éclipsée par la production alors que le programme reproduit un biais identifié par plusieurs *queens*. La popularité parmi les fans n'est pas comparable entre les *queens* noires et blanches. Ces dernières font plus de performances à des grands publics, ne comptent plus leurs abonné-e-s et accèdent facilement aux sphères *mainstream* du divertissement et de la mode. Le rapport de l'émission au racisme est, en partie, à l'origine des comportements discriminatoires dans le *fandom* (ensemble des fans, *ndlr*). La dernière saison était chargée

en conversations traitant du racisme, souvent incarnées par une *queen* noire du nom de The Vixen. Après la diffusion de ces épisodes, elle fit face à des attaques virulentes sur les réseaux sociaux. Celle-ci refusait qu'on lui donne l'image de femme noire énervée que l'émission a tendance à imposer aux concurrentes par facilité narrative. Lorsque l'on revient sur les incidents, c'est cette *queen*, de toute évidence instrumentalisée, qui est mise en faute pour rendre le moment plus croustillant. Ne pas prendre la parole, ou utiliser le problème du racisme comme *drama* divertissant, c'est manquer de respect à la dimension éminemment sociale du phénomène et les devoirs qui en découlent. Le *fandom* étant particulièrement marqué par ses attitudes discriminatoires, *RuPaul's Drag Race* doit s'occuper de ce flou laissant place au racisme.

Une mouvance générale vers une plus grande acceptation du drag, une conception se voulant moins binaire du genre et un éveil à la culture queer. Nous pouvons attribuer de tels mérites à l'émission. La démocratisation du drag offre des opportunités aux *drag queens* qui n'auraient pas été imaginables il y a dix ans. Cependant, le phénomène ne profite pas également à toutes les *queens*. Celles habituées aux bars gays du coin, qui vivent avec peu de moyens, se retrouvent ostracisées

par *Drag Race*: les attentes sont plus hautes et beaucoup préfèrent payer plus cher mais rarement pour aller voir une participante de l'émission faire une performance. Bien que notable, la popularisation du drag ne semble pas non plus infinie, les artistes queers sont toujours vu-e-s comme tel-le-s et sont loin des stades et d'une notoriété globale.

Le succès de *RuPaul's Drag Race* mérite donc d'émettre quelques réserves. Le manque de tel contenu dans l'espace *mainstream* donne lieu à un avènement de *Drag Race*, alors que l'émission aujourd'hui souffre d'un certain manque d'inclusion. Voir les limites de *RuPaul's Drag Race* ne veut pas dire qu'il faut en rejeter le phénomène. Il y a une beauté dans le programme que nous nous devons de célébrer, sans pour autant s'en aveugler. ☺



Tragédies humaines au Prospero

Retour sur *Écoutez nos défaites end*, l'œuvre de Laurent Gaudé.

LUCILE JOURDE MOALIC
Contributrice

« On ne peut pas partir au combat avec l'espoir de revenir intact. Au départ, déjà, il y a le sang et le deuil. Au départ, déjà, la certitude qu'il n'y aura aucune victoire pleine et joyeuse. » Avec intensité, Roland Auzet met en scène nos défaites intimes et universelles originellement contées dans le roman de Laurent Gaudé.

La victoire, à quel prix?

La pièce commence dans l'intimité et la violence d'un vieil homme qui se déshabille entièrement sur un bruit de fond assourdissant. Assem, « tueur de la République » pour les services français, reçoit une nouvelle mission: il va devoir juger de la mort d'un homme. Face à une caméra, le haut de son visage projeté sur un très grand écran derrière lui, il marmonne ou hurle son mal-être. Le travail qui l'aspire, le manque d'une personne avec qui partager le bonheur d'être en vie, le manque de mots et l'espoir de trouver ce qui le sauvera enfin. L'homme à juger est Sicoh, tireur

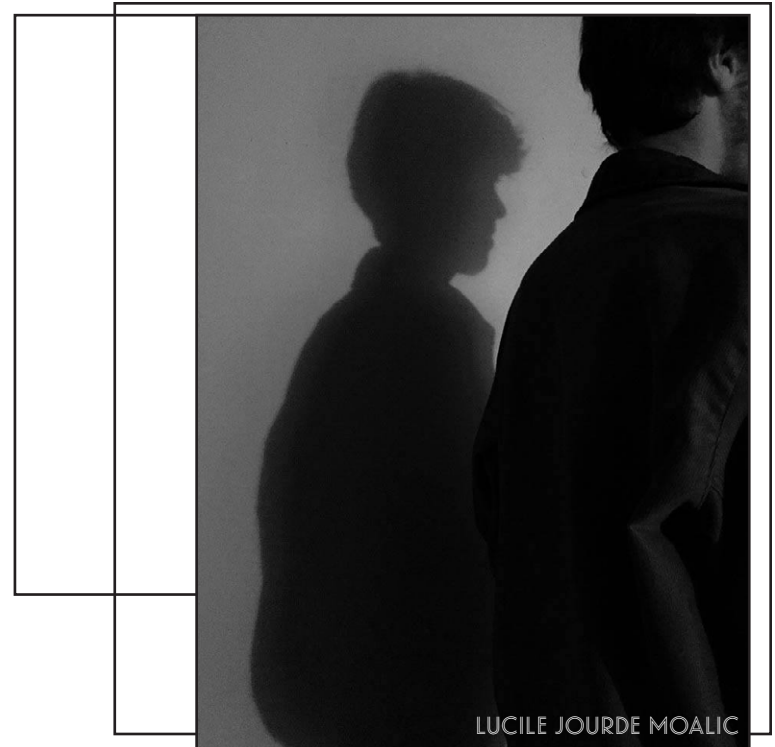
d'élite des services américains ayant participé à l'élimination d'Oussama Ben Laden. Il a disparu dans la nature et représente une menace en raison du savoir qu'il détient. Mis en contact avec Assem via *WhatsApp*, le jeune homme semble enfin mettre des mots sur les douleurs de son aîné: « Un fou tue un homme parce que son pays a tué ses enfants. [...] L'Histoire pue. » La brutalité est sacralisée et l'on prie sur les reliques de héros sanguinolents. Qui gagne à la guerre? Sicoh, la barbe hirsute et le corps agité, remonte dans l'histoire pour raconter les défaites personnelles de conquérants victorieux. Agamemnon, « Roi des rois » qui avait donné sa fille en sacrifice pour que les vents gonflent ses voiles et l'amènent jusqu'à la conquête de Troie; Grant, « le boucher » de la guerre de Sécession, qui a vaincu le sud des États-Unis en ordonnant de brûler tous les villages, les innocents, les enfants...

Sicoh, qui a vu un homme bombarder une école pour le sauver, entendu les mères pleurer leurs enfants pour sa vie, hurle sa culpabilité et celle des hommes qui ont sacrifié leur humanité pour « vaincre ».

« C'est la défaite qui nous lie »

Nos défaites sont nos concessions et nos trahisons, les idéaux que l'on a abandonnés, les ordres auxquels on a obéi en fermant les yeux, les fois où l'on a laissé faire. De remords, Sicoh se tue à la fin de la pièce. De lâcheté, Assem ne fait rien. L'histoire de Gaudé est celle de la tragédie des hommes « qui ne sont que des hommes » et dont le vieillissement silencieux célèbre les victoires d'apparat.

L'histoire de Laurent Gaudé semble trouver écho dans nos vies quotidiennes. On peut la lier aux informations alarmantes qui défilent chaque jour sur nos écrans, rappelés par celui qui est sur scène. Face à elles notre immobilité, notre complaisance et nos œillères rendent ces horreurs possibles, comme l'obéissance des deux tueurs. Se forme alors notre « facilité d'éloigner » ces problèmes, en gardant le « sang collé au pantalon ». Lors d'une discussion suivant la pièce, le professeur Aziz Salmone Fall du Département de développement international de McGill mentionne notre servitude volontaire, illustrée par



LUCILE JOURDE MOALIC

notre participation à la superstructure prédatrice de la société contemporaine. Chaque fois que l'on achète quelque chose en sachant que sa production implique la surexploitation des hommes et de l'environnement, chaque fois que l'on vote en connaissant le poids des lobbies, chaque fois que l'on se dit

« c'est vrai que c'est pas bien, mais bon... »; c'est une nouvelle défaite pour notre humanité, emportée par un désir de réussite nécosée. Un gros plan sur le visage de Sicoh nous revient alors en tête, assénant qu'il faudrait avoir « la loyauté de devenir fou » dans un lieu où seule la victoire compte. ⊙

EXPOSITION *mode*

Balenciaga, maître de la couture

Le musée McCord célèbre l'œuvre du couturier.

JULIETTE MAMELONET REGNIER
Contributrice

L'exposition est organisée en deux parties: la première se concentre sur la vie et le travail du créateur espagnol, la seconde sur l'héritage de son œuvre.



COURTOISIE DU MUSÉE MCCORD

Un sculpteur de tissus

Cristóbal Balenciaga a révolutionné la mode occidentale des années 1950 et 1960: il a introduit la manche trois-quarts et l'encolure qui dégage le cou. Le couturier espagnol est un virtuose des tissus: on observe un équilibre parfait entre les formes et les textures des créations exposées. Si les matériaux constituaient la principale source d'inspiration du couturier, Cristóbal Balenciaga se nourrissait aussi de l'atmosphère sociale de son temps. La femme occidentale du XX^{ème} siècle travaille et recherche une tenue élégante dans laquelle être libre de ses mouvements. Balenciaga a ainsi créé des robes et tailleurs haute-couture qui associent utilité et esthétique au travers d'une coupe intemporelle. Il a réinventé la silhouette féminine par les formes sculpturales du vêtement, qui entourent le corps de la femme sans l'oppresser. Les créations sont à la fois d'une grande sobriété par leur coupe et d'une extrême

richesse par les matériaux et tissus utilisés. Chaque pièce exposée constitue une preuve irréfutable de la légitimité que peut avoir la mode à être qualifiée d'art.

Cristóbal Balenciaga connut un succès immédiat. Ses collections ont ainsi pu être exportées à l'étranger, notamment au Québec, pour le plus grand plaisir de certaines Montréalaises. D'ailleurs, une partie de l'exposition retrace l'accueil des collections auprès de la clientèle québécoise.

Le créateur de la mode moderne

Si le grand public est familier avec le travail de Gabrielle Chanel ou de Christian Dior, l'héritage de Balenciaga reste quant à lui largement méconnu comparativement à la dimension de son œuvre. Son aversion pour la publicité et les conversations mondaines ont empêché la pérennité d'une notoriété populaire. La deuxième partie de l'exposition s'attelle donc à mettre en valeur l'héritage de l'artiste



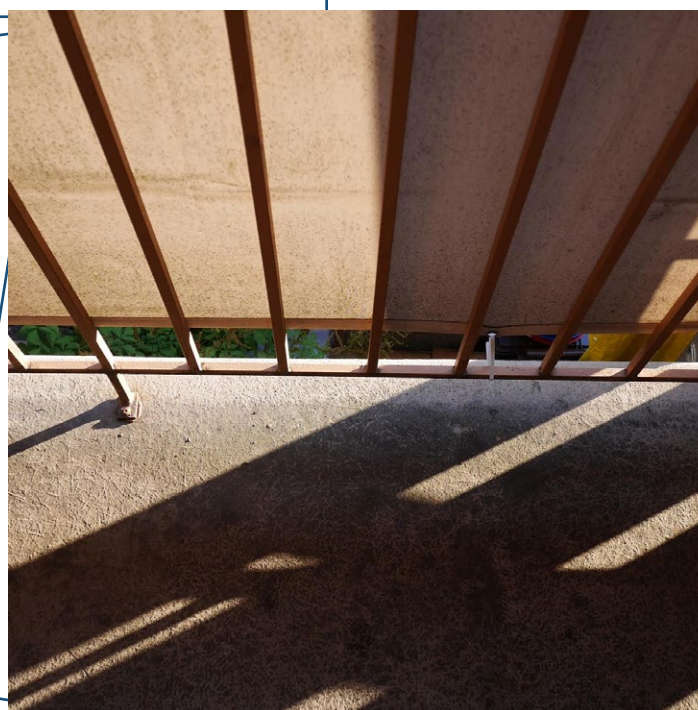
© VICTORIA AND ALBERT MUSEUM, LONDRES

espagnol. Les visiteurs peuvent y admirer les plus belles créations inspirées du travail de Balenciaga. S'y retrouvent les plus grands noms de la mode contemporaine: Oscar de la Renta, Hubert de Givenchy, ou encore Yohji Yamamoto. Nous sommes saisis par l'ampleur de l'influence du couturier espagnol sur le monde artistique. Gabrielle Chanel le désigna comme le seul véritable couturier moderne, étant l'unique artiste capable de confectionner une robe depuis son dessin jusqu'à sa création matérielle. Christian Dior le considérait comme le « maître des couturiers ». Hubert de Givenchy applaudissait son génie: « une seule couture au milieu du dos et la ligne était si pure, si claire, c'était la simplicité dans toute sa perfection ». ⊙

L'exposition ouvre ses portes au public jusqu'au 14 octobre 2018

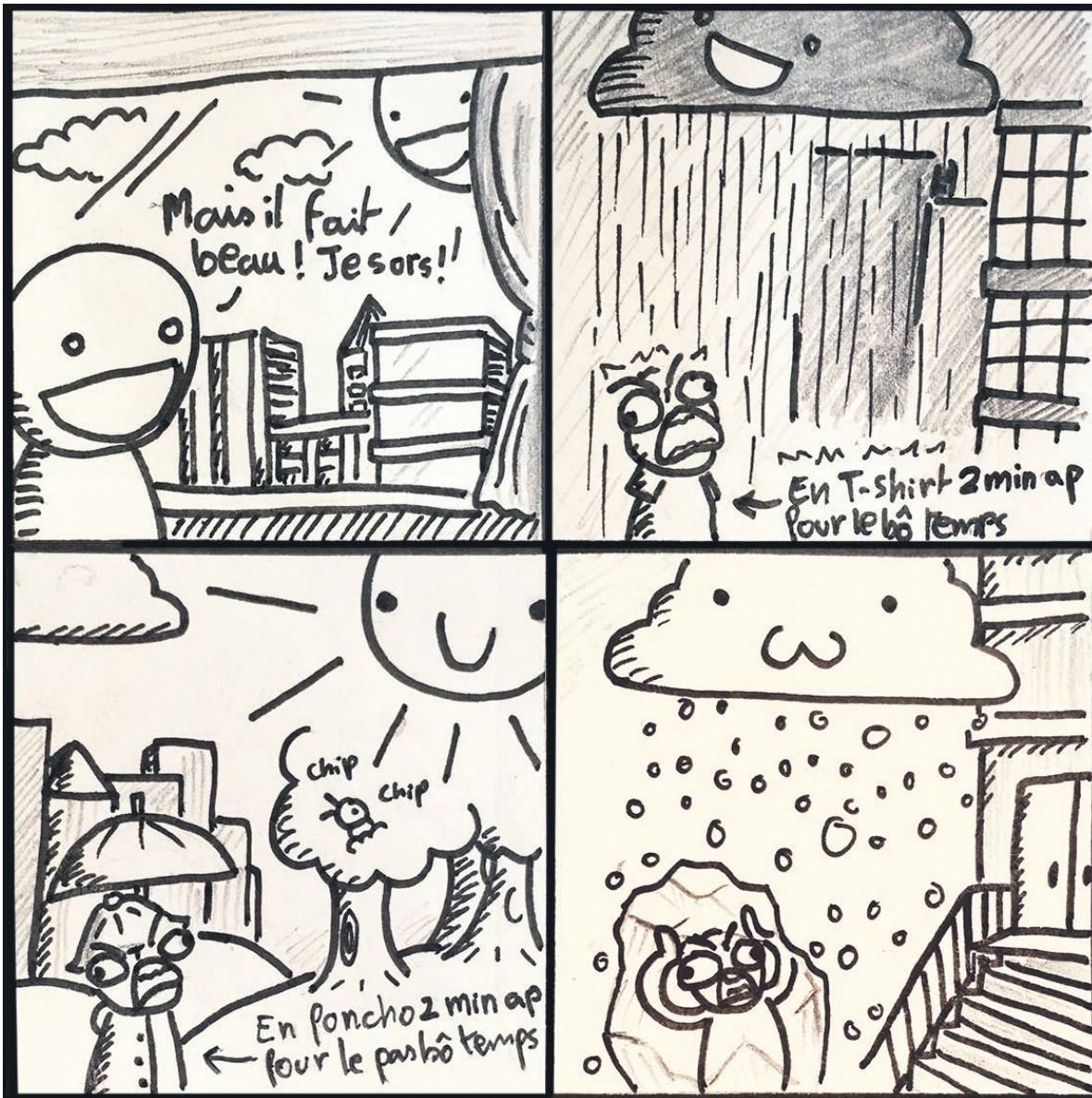
LIGNE DE FUITE

«*D*oux Montréal, ta lumière matinale m'envahit et m'apaise. J'ai réussi à capturer un instant hors du temps qui, désormais, m'appartient. Tu révéles ta clarté avec délicatesse. L'aube, discrètement, souligne ta douceur, à qui saura la percevoir et la chérir. Puis ce précieux moment de sérénité, où le plaisir de la contemplation laissera soudainement place à la nostalgie de cette tendresse de l'aube en attendant demain.»

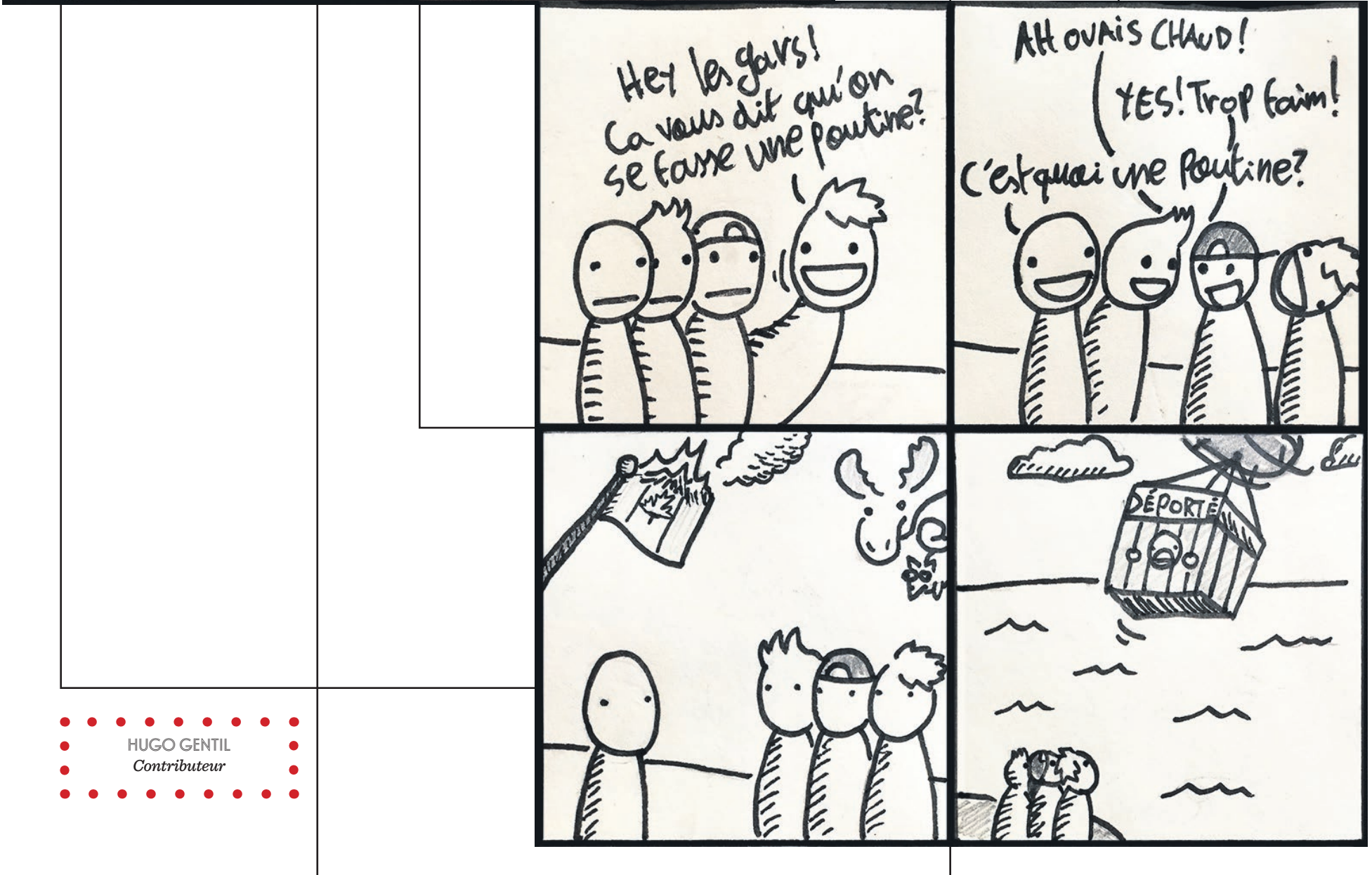


THAÏS ROMAIN

BANDE DESSINÉE



Un Français au Québec.



HUGO GENTIL
Contributeur